ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 217 -25 octobre 1991 - prix : 8 F

L.O

Salaires, conditions de travail,

LA GREVE TOUS ENSEMBLE

c'est la bonne voie !

L.O

L.O

M6189 - 1217 - 8,00 F

Salaires, conditions de travail, **LA GREVE TOUS ENSEMBLE** c'est la bonne voie !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

D'un peu partout le mécontentement des salariés se fait jour, et s'exprime. Ces derniers temps, on a vu les infirmières et le personnel de santé, les assistantes sociales, les dockers, le personnel de certaines compagnies d'aviation, d'autres encore, manifester, se mettre en grève, parfois totales. Les travailleurs de Renault-Cléon sont en grève, des débrayages importants ont eu lieu dans la plupart des autres usines du groupe. Le 24 octobre, FO et la CGT ont appelé toutes les catégories de travailleurs, du secteur public et du secteur privé, à faire grève.

Les revendications de chacune de ces catégories sont diverses. Mais en fait elles sont surtout exprimées diversement. Parfois sous une forme corporatiste, parfois chez certains avec l'espoir qu'en restant à part, on pourrait obtenir plus facilement satisfaction.

Pourtant on peut voir que partout, même derrière les revendications corporatistes, on retrouve les mêmes problèmes.

Ainsi l'inquiétude est générale devant la montée du chômage, devant les vagues de licenciements annoncées ou en projet, en particulier dans les grandes entreprises du pays.

Partout, le ras-le-bol grandit devant l'aggravation des conditions de travail, car si les patrons réduisent leurs effectifs, ils ne diminuent pas pour autant la charge de travail. Bien au contraire, ils ont mis à profit la situation pour faire faire plus de travail avec moins de salariés. Et les journées deviennent de plus en plus éreintantes. Pas seulement dans les hôpitaux, pas seulement pour les infirmières. Mais dans toutes les entreprises du pays. Chez Renault comme dans les banques, les compagnies d'assurances ou ailleurs.

A cela s'ajoute le mécontentement, qui est général, de voir les salaires prendre de plus en plus de retard sur l'augmentation des prix, rendant de plus en plus difficiles les fins de mois dans les foyers ouvriers.

Face à cela Mitterrand disserte et pérore. Il parle, pour expliquer la morosité dominante, de "crise psychologique", consentant toutefois à admettre "qu'elle repose sur des difficultés économiques et sociales". Il évoque cela comme on parlerait du beau ou du mauvais temps, comme s'il s'agissait d'un phénomène dont personne ne serait responsable. Surtout pas lui et la politique de son gouvernement. Mais si ces difficultés économiques et sociales pèsent sur les travailleurs et pas sur les profiteurs, Mitterrand et les gouvernements qu'il a désignés y sont pour quelque chose !

Alors, il est grand temps que les travailleurs montrent aux capitalistes et à ce gouvernement, prétendument socialiste, mais à plat ventre devant eux et entièrement dévoué aux profiteurs, que cela n'a que trop duré et que la coupe est pleine. Elle l'est pour l'ensemble du monde ouvrier.

La journée de grève générale du 24 octobre, appelée par FO et la CGT fournit une occasion d'exprimer la colère des travailleurs.

Cette colère, le gouvernement en est inquiet. On peut le voir lorsqu'il cède préventivement, dans les négociations salariales, quelques dixièmes de pour cent d'augmentation supplémentaires aux fonctionnaires. Ca n'est presque rien c'est vrai. Tout juste de quoi fournir aux dirigeants de la CFDT, de la FEN, de la CFTC et du syndicat autonome le prétexte pour apposer leur signature au bas d'un accord, mais pas de quoi satisfaire les exigences légitimes des salariés. Mais c'est un signe, malgré tout.

Bien sûr, les patrons et le gouvernement ne changeront probablement pas d'attitude et de politique à la suite d'une journée de grève.

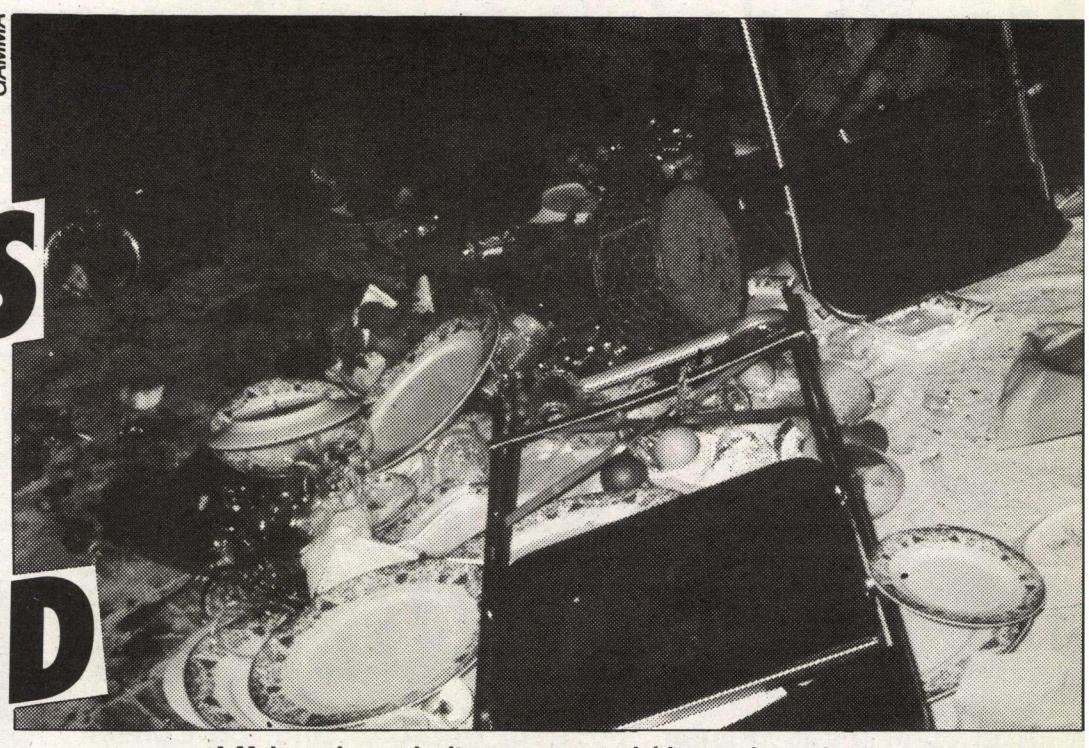
Mais ils doivent s'attendre à d'autres mouvements, à d'autres explosions, à d'autres grèves, qui les mettront en demeure de céder. C'est à cela que les travailleurs doivent se préparer.

Dans le passé, en 1936 par exemple, ou même en 1968, il a fallu que les travailleurs aillent jusqu'à la grève générale, mais cette fois illimitée, pour que les patrons accordent, dans la panique, des augmentations au moins équivalentes aux 2 000 F que demandent les infirmières ou d'autres catégories de travailleurs aujourd'hui. Et même parfois bien plus. Et pourtant, ils s'étaient obstinés jusqu'au dernier moment à refuser des augmentations bien moindres, en dépit de la colère qui montait et des grèves qui se multipliaient.

Il faudra sans doute la même chose pour imposer raison aux patrons des années 90.

Manifestations paysannes

LES MAUVAISES EXCUSES DE MITTERRAND



GAMMA

A Moissac les agriculteurs ont perturbé le gueuleton des "grosses légumes".

Les manifestations de paysans ont donc continué de plus belle au cours des derniers jours, couvrant de ridicule plus d'un ministre.

Du coup, après avoir sermonné les ministres de la Justice et de l'Intérieur pour l'inefficacité manifeste des forces de l'ordre face aux paysans et leur surcroît de zèle face aux infirmières, Mitterrand est également intervenu le 22 octobre à la radio pour rappeler les paysans à l'ordre, dénoncer des *«bandes d'activistes qui menaçent l'ordre républicain»* et affirmer qu'il ne laisserait pas bafouer l'autorité de l'Etat.

Après la grande montée à Paris des paysans du 29 septembre, les manifestations ont pris de plus en plus l'allure d'opérations de commandos, visant des transports de produits agricoles importés mais surtout visant des membres du gouvernement en déplacement.

La plus spectaculaire de ces opérations a eu lieu le 18 octobre. 200 paysans ont envahi le cloître de l'abbaye de Moissac où devait se tenir un banquet de la bonne société locale en présence du ministre du Tourisme Baylet. Tout le monde a pu voir à la télévision ce qu'il est advenu des tables chargées de mets délicats et de belle vaisselle...

D'autres membres du gouvernement ont été visés en l'espace de quelques jours : Dumas à Périgueux, Charasse à Puy-Guillaume, Mexandeau à Vire, Fabius à Gournay, etc. Conséquence, les ministres sont désormais tenus de soumettre leurs déplacements à l'autorisation préalable de Matignon.

Mais surtout Mitterrand, avec l'appui de certains dirigeants syndicaux agricoles, dont le Centre National des Jeunes Agriculteurs, riposte en accusant à mots couverts le Front National d'être responsable de ces opérations commandos.

Que le Front National, et d'ailleurs tous les partis de droite, cherchent à profiter de la situation pour mettre le gouvernement en difficulté, c'est certain. On l'a bien vu lors de la manifestation du 29 septembre où tous les leaders de la droite ont tenus à se montrer dans les rangs des manifestants, et où d'ailleurs Le Pen n'avait pas été trop bien accueilli.

Et il est probable, ou en tout cas possible, que des militants du Front National aient été à l'origine de certaines de ces opérations commandos.

Mais, quels qu'en soient les organisateurs, ces opérations semblent recueillir l'assentiment d'une grande partie des paysans et reflètent un mécontentement dont les causes n'ont pas été inventées par le Front National – mais ne sont pas dues non plus au seul Parti Socialiste au gouvernement.

L'évolution capitaliste des trente dernières années a déjà chassé les petits paysans des campagnes. Les autres ont été transformés en petits entrepreneurs obligés de s'équiper et de s'endetter jusqu'au cou. Nombre d'entre eux ne survivent que grâce au protectionnisme assuré par l'Europe agricole. Mais ce protectionnisme profite surtout aux plus gros des paysans, véritables capitalistes de l'agriculture. Les paysans les plus petits ne voient néanmoins pas d'autres perspectives qu'un renforcement du protectionnisme. Or l'ouverture de plus en plus grande du marché à des produits étrangers moins chers, les projets de baisse des prix agricoles garantis résultant des accords du GATT répercutés par le Marché Commun, sont autant de menaces qui pèsent sur les profits des gros, mais risquent d'étrangler les petits.

Alors il ne faut pas s'étonner si beaucoup de ces derniers se sentent pris à la gorge et cherchent à l'exprimer, même si souvent leur combat profite aux gros de l'agriculture.

Face à cela tout ce que le gouvernement trouve à proposer ce sont des accommodements. Pire, certaines des mesures proposées, par exemple à propos de l'indemnisation du gel des terres, sont ouvertement conçues pour ne pas mécontenter les plus gros exploitants et du coup en font les principaux bénéficiaires.

Alors, pour déconsidérer les manifestations aux yeux de l'opinion publique et, éventuellement justifier leur répression, Mitterrand peut bien attaquer le rôle occulte que jouerait le Front National.

Cela lui permet peut-être de déguiser la fin de non-recevoir qu'il oppose aux revendications des paysans les plus menacés. Mais ce jeu politicien est aussi un jeu dangereux. Il ne peut que servir de marche-pied aux politiciens du Front National qui se moquent tout autant des problèmes de la paysannerie, en les faisant apparaître comme les meilleurs défenseurs, ou tout au moins les plus radicaux, des intérêts des paysans. Tout comme, depuis dix ans, les renoncements de la gauche et son mépris ouvert pour les difficultés des couches modestes de la population ont été les meilleurs agents électoraux de Le Pen.

François ROULEAU

POUR UNE ANPE AU SERVICE DES PATRONS

Le ministre du Travail, Martine Aubry, a limogé le directeur de l'ANPE. Cela sentait le roussi pour lui depuis les déclarations de Pierre Bérégovoy qui avait déclaré quelques jours auparavant sur TF1 que l'ANPE avait *"mal vieilli"*, et *"qu'elle n'apportait pas le concours qu'elle devrait aux entreprises et aux chômeurs"*.

En fait, d'après le journal *Le Monde* daté du 19 octobre, ce qu'on reproche à l'ancien patron de l'ANPE c'est qu'il en était *"venu à estimer que la fonction de placement dans l'emploi, essentielle, devait se faire selon des critère d'égalité devant le service public, quand le traitement des demandes émanant des chefs d'entreprise suppose sélection et précision"* ; il *"n'a pas adapté son style de management aux besoins de la période"*.

Bref, ce qu'on lui reproche, c'est d'avoir trop fait *"pour l'accueil et l'orientation des chômeurs"* - ce qui est un comble quand on connaît les queues, les attentes, le manque de précisions dans les informations que demandent les chômeurs, les difficultés auxquelles se heurtent souvent ceux-ci pour faire valoir leurs droits - et de ne pas avoir fait suffisamment de l'ANPE un cabinet de recrutement pour les patrons.

Une différence de conception du rôle de l'ANPE qui est de taille.

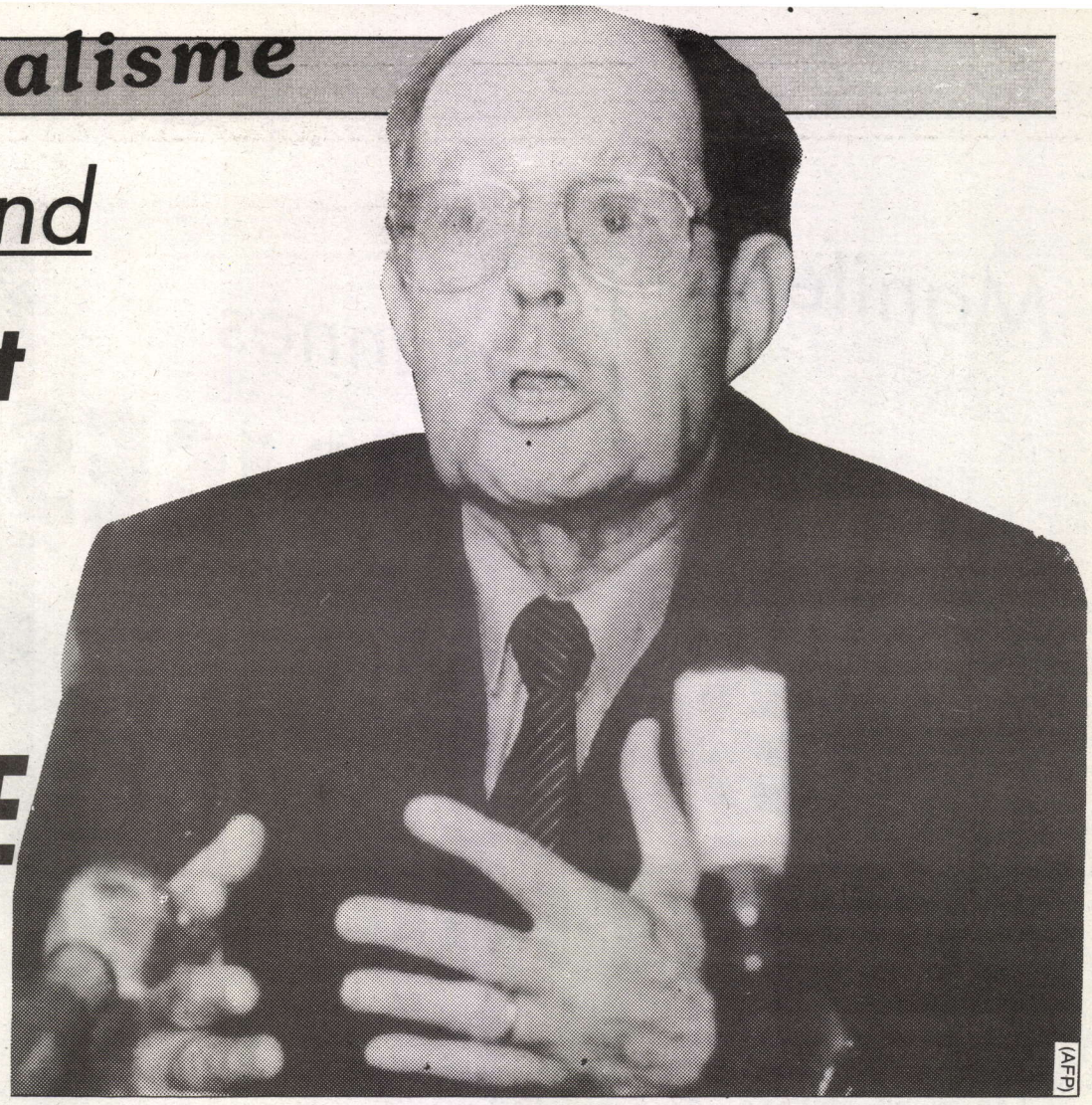
Un cabinet de recrutement n'est pas fait pour aider les chômeurs à trouver du travail, mais pour sélectionner pour les patrons les candidats qui ont exactement le profil désiré par lui et qui acceptent les conditions proposées.

Le ministre du Travail, Martine Aubry, dit qu'elle veut des résultats... A défaut de réduire le nombre des chômeurs, elle agit pour que les patrons soient mieux servis. Efficace, mais pour qui ?

Sylvie FRIEDMAN

Mairie de Clermont-Ferrand

La démission de Quilliot
UN SOCIALISTE AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE


(AFP)

A la suite d'une réunion, pourtant très ordinaire, du Conseil municipal, Roger Quilliot annonçait sa démission, le lundi 15 octobre, dans la nuit.

Ce coup de gueule, qui a fait la Une des quotidiens, apparaît de plus en plus comme un geste soigneusement calculé. Quilliot pourrait bientôt récupérer son fauteuil de maire.

Ce socialiste fort modéré a été catalogué aussitôt par les journalistes comme un "homme révolté". Pourtant, Quilliot n'a rien d'un extrémiste contestataire.

Ce responsable socialiste, fidèle au courant mitterrandiste et fabiusien, n'a jamais eu un mot contre le gouvernement, ni contre les patrons. Il a cautionné sans sourciller les mesures de rigueur et d'austérité. On vient de le voir encore très nettement ces temps-ci, avec les 13 000 emplois supprimés chez Michelin depuis une dizaine d'années à Clermont-Ferrand. Quilliot a marché main dans la main avec le patron du caoutchouc qui a reçu pour la énième fois l'argent de l'Etat : 45 millions de francs. Ce fut l'un des derniers gestes de Rocard avant son départ de Matignon. Et en expliquant la semaine dernière les motifs de sa démission, Quilliot n'a pas exprimé la moindre critique contre les licenciements chez Michelin... que Mitterrand a nommé conseiller économique et social il n'y a pas si longtemps...

Il assume la responsabilité de gestionnaire en cautionnant pleinement les mesures d'austérité appliquées aux hôpitaux. Le CHRU vient de déclarer un déficit de près de quarante millions de francs. Pour rétablir l'équilibre de son budget, le CHRU, dont Quilliot est le président, envisage froidement de supprimer 150 postes d'agents, de techniciens, de personnels divers sous contrat !

Avec Giscard, enfin, ses relations sont *"tout empreintes de courtoisie"*. Pas étonnant que les politiciens de tous bords aient approuvé le geste de protestation de Quilliot, geste aussi tardif que mesuré. Il s'est adressé aux notables comme lui, les élus, les maires, les ministères, sans un mot pour les travailleurs de chez Michelin qui perdent leur travail. Il a voulu attirer l'attention "sur l'Auvergne", pour obtenir des crédits afin d'entreprendre avant les élections des grands travaux : autoroute, incinérateur, implantation d'une grande école ou d'une administration parisienne qui serait ainsi décentralisée. Mais il n'a pas oublié de réitérer son soutien total à Mitterrand et à la politique gouvernementale.

Les seules critiques exprimées de façon virulente sont dirigées contre certains hauts fonctionnaires, anonymes, accusés de faire traîner les dossiers, et... contre les écologistes, les Verts, dont l'un est conseiller municipal, et que Quilliot accuse quasiment de saboter l'économie régionale ! C'est que ce socialiste ne supporte pas la contradiction et enrage contre les manifestations écologistes qui sont dirigées contre l'autoroute, contre les projets de barrage de la Loire ou contre l'usine d'incinération d'ordures ménagères (dont Michelin serait l'un des bénéficiaires, en récupérant la chaleur, puisque prévue à proximité de l'usine de La Combaude).

Par son geste spectaculaire de démission, Quilliot aura peut-être réussi son opération pré-électorale : obtenir des moyens financiers pour contrebalancer les effets déplorables dans l'opinion publique de la politique socialiste. Mitterrand a reçu son vieil ami dès le lendemain de son coup d'éclat. Edith Cresson à son tour l'invite à Matignon. La télévision en fait un invité-vedette. Assuré cette fois d'empocher des primes, le démissionnaire, qui a réussi à faire plus parler de lui en vingt jours qu'en vingt ans, n'aurait plus qu'à revenir sur son geste.

C'est que, en une période où ils risquent le naufrage électoral, les socialistes espèrent au moins conserver une mairie qu'ils détiennent depuis près d'un demi-siècle.

Correspondant local

Le PCF veut bien s'opposer au gouvernement MAIS À CONDITION DE NE PAS LE FAIRE TOMBER

La première partie du budget, celle concernant les recettes, vient d'être votée, non pas par une majorité absolue à l'Assemblée, mais grâce à l'utilisation de l'article 49-3, la droite et le Parti Communiste ayant voté contre. Pour la seconde partie, celle concernant les dépenses, et pour l'ensemble de la loi de finances pour 1992, la droite RPR et UDC a décidé de déposer une motion de censure. Si celle-ci obtenait la majorité, selon la Constitution, l'actuel gouvernement sauterait. Mais ce scénario n'a aucune chance de se réaliser à ce propos, car le Parti Communiste a annoncé qu'il ne voterait pas la censure, et de ce fait elle n'obtiendra pas la majorité absolue requise pour contraindre le gouvernement à démissionner.

Sur ce refus de voter la motion de censure, le PCF s'explique dans *L'Humanité* de samedi 19 octobre : *"Mais qu'attendent-ils donc pour voter la censure ? Cette politique n'est plus possible, il faut y mettre le holà ! Qui n'a pas entendu, ces derniers jours, ce genre de réflexion à propos des communistes ?"* interroge l'organe du PCF, qui répond un peu plus loin : *"La politique mise en œuvre par le gouvernement socialiste tient tout des vieilles recettes de la droite. C'est justement parce que les communistes combattent cette politique de droite et le projet de budget qui ne va qu'**«aggraver encore l'austérité, le chômage et les inégalités sociales»** comme le constatait André Lajoinie, qu'ils ne peuvent mêler leurs voix à ceux qui réclament encore plus d'austérité."*

On peut déjà remarquer que telle n'a pas toujours été la démarche du PCF, puisque depuis le début de la législature, sur 13 motions de censure déposées par la droite, il a au moins voté celle sur la CSG déposée en novembre 1990, à qui il avait manqué 5 voix (dont celles de divers députés des DOM-TOM) pour avoir la majorité.

Il est un fait que le PCF, n'ayant pas les 30 députés requis pour composer un groupe parlementaire, n'a pas, constitutionnellement le droit de déposer ses propres motions de censure, et n'a que le choix de voter ou pas celles de la droite. Cela est évidemment un handicap. Mais si le PCF tenait vraiment à montrer à la population, et en particulier aux travailleurs, qu'il est une réelle opposition au gouvernement, ne serait-ce que dans l'arène parlementaire, la moindre des choses serait qu'il n'hésite pas à le prouver en votant contre sa politique, au risque - mais le risque n'est pas pour les travailleurs - de le faire chuter.

La réalité, c'est que les dirigeants du PCF ont, depuis le début, cultivé une attitude ambiguë à l'égard des gouvernements socialistes, cherchant à se saisir de toutes les occasions pour prouver qu'ils seraient prêts à retourner au gouvernement, si Mitterrand voulait de nouveau leur faire signe. Pas question alors pour la direction du PCF de se servir de ce qui est en son pouvoir, ne serait-ce qu'en censurant, même si c'est avec la droite, et pour d'autres raisons que celle-ci, un budget où l'on prend toujours plus dans la poche des travailleurs pour remplir toujours mieux celles des patrons et des possédants en tout genre.

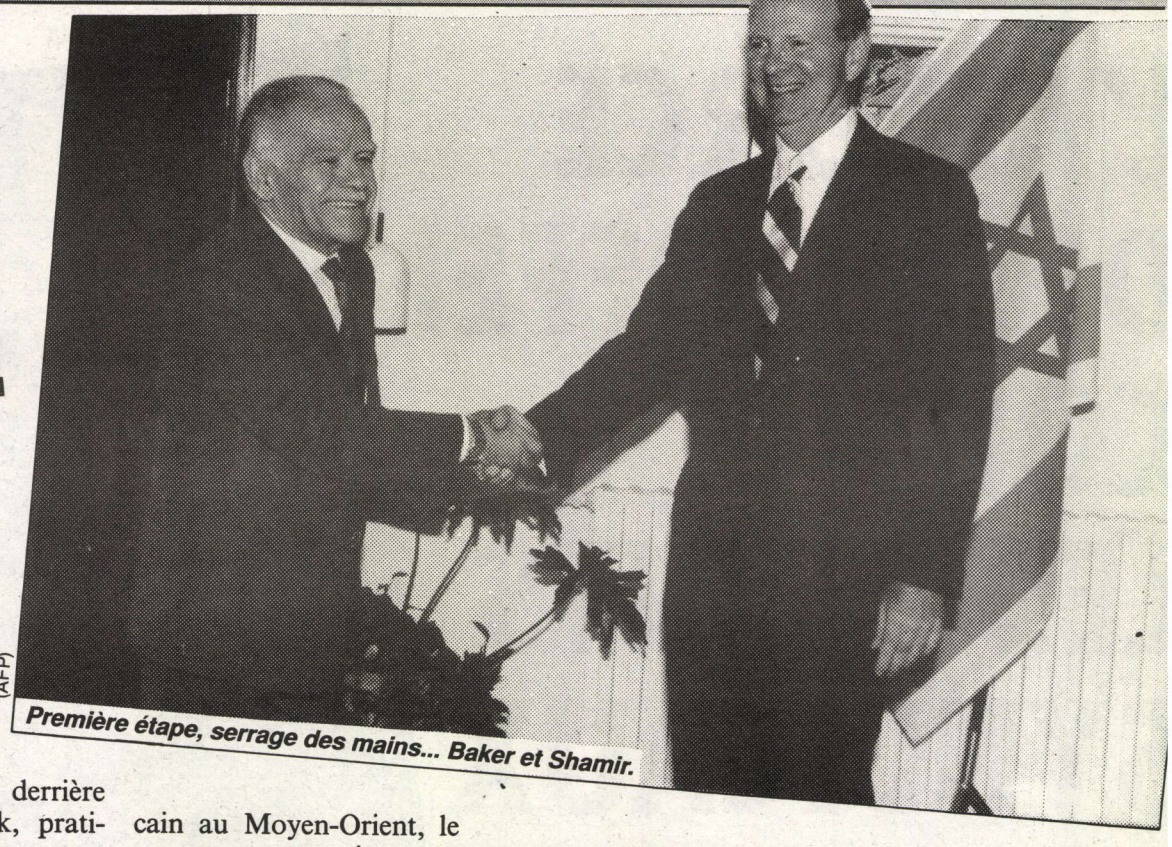
Dans ces conditions, à quoi servent les 26 députés du PCF ? A rien d'autre qu'à faire, chaque fois que nécessaire, l'appoint qui permettra au PS de ne pas avoir de problèmes de majorité au Parlement en espérant - sans grand succès - que les socialistes leur renverront l'ascenseur. Cela revient à cautionner une politique qu'ils qualifient eux-mêmes de politique de droite, sous prétexte de ne pas mélanger leur vote avec les députés de droite.

Ils ne servent même pas à exprimer, nettement, le ressentiment légitime des travailleurs qui s'estiment, à juste titre, floués par la politique du gouvernement socialiste.

Louis GUILBERT

Moyen-Orient

UNE CONFÉRENCE NE FAIT PAS LA PAIX



(AFP) Première étape, serrage des mains... Baker et Shamir.

Le gouvernement israélien vient donc d'accepter, dimanche 20 octobre, de participer à la conférence de paix au Moyen-Orient qui doit s'ouvrir le 30 octobre prochain à Madrid, sous la présidence commune de Bush et de Gorbatchev.

Il s'agit là d'un succès diplomatique pour le secrétaire d'Etat américain James Baker, qui depuis le mois de mars dernier fait la navette entre Washington et Tel-Aviv pour obtenir la participation d'Israël à une telle conférence. Ce qui, indépendamment de l'issue de ladite conférence, rend service aux Etats-Unis, permettant de donner une certaine caution «pacifiste» à leur intervention militaire au Moyen-Orient.

Car de là à ce qu'une telle conférence règle, ne serait-ce qu'en partie, le contentieux entre Israël et les pays arabes voisins qui ont accepté de s'embarquer à la traîne des Américains dans la guerre du Golfe, il y a une marge. Quant au règlement du problème palestinien, c'est une tout autre affaire, plus délicate encore que d'obtenir un accord entre Yitzhak Shamir et Hafez el-Assad.

Certes depuis le lendemain de la guerre du Golfe les Etats-Unis aimeraient bien pouvoir utiliser le fait d'avoir dans ce conflit réussi à aligner derrière eux, contre l'Irak, pratiquement tous les autres pays arabes pour stabiliser en leur faveur la région, en réglant les conflits mineurs, et en scellant leur alliance avec les gouvernements arabes par quelques concessions obtenues d'Israël. Ils auraient de même avantage à un compromis entre Israël et les dirigeants palestiniens qui écarte le danger d'explosions sociales que représente, malgré les écrasements successifs des Palestiniens, la situation du peuple palestinien en Israël et dans les territoires occupés.

Désireux de se voir reconnaître par les Etats-Unis son rôle de puissance régionale, en servant de gendarme de l'ordre américain au Moyen-Orient, le gouvernement syrien semble aussi prêt aujourd'hui que le sont les gouvernements égyptiens depuis plusieurs années à régler son contentieux avec Israël quitte peut-être à devoir faire une croix sur le Golan syrien occupé par Israël. Quant à l'OLP elle semble suffisamment affaiblie pour que ses dirigeants soient prêts à s'accrocher à la diplomatie de James Baker comme à une bouée de sauvetage.

Mais c'est depuis le début à l'intransigeance d'Israël que s'est heurtée la diplomatie de Baker. Et si les Etats-Unis viennent d'obtenir de Shamir qu'il s'asseoie à la même table que les chefs d'Etat arabes et qu'une délégation palestinienne – et encore à condition que celle-ci ne soit présentée que comme une partie de la délégation jordanienne – Shamir n'a accepté de venir à cette table de conférence que du bout des lèvres sans rien promettre.

Quant à l'extrême-droite israélienne, au sein du Likhoud de Shamir ou dans les petites formations d'extrême-droite qui font partie de la coalition gouvernementale, elle est bien décidée à empêcher Shamir d'accepter le moindre compromis sur la question palestinienne si tant est que celui-ci soit prêt à céder à la pression américaine : à la sortie du Conseil des ministres qui adoptait par 16 voix sur 20 (une abstention et 3 votes contre) la participation à la conférence de Madrid, le général Sharon, ministre du Logement, s'empressait de se placer en chef de file de l'opposition au gouvernement en annonçant que les implantations dans les territoires occupés allaient continuer de plus belle. Question de rendre l'occupation de ces territoires encore plus irréversible. Mais une conférence ne fait pas la paix. Encore moins la solution des conflits de cette région du globe, et en particulier de la question palestinienne.

Olivier BELIN

Algérie

ÉLECTIONS POUR NOËL AUSTÉRITÉ DÈS L'AUTOMNE

C'est le 26 décembre prochain que devrait avoir lieu le premier tour des élections législatives algériennes, ces élections qui auraient dû se tenir en juin mais qui avaient été reportées à la suite de l'agitation des islamistes.

Si elles se tiennent, car on semble pour l'instant être en quelque sorte ramené à la case départ. En effet les députés de l'Assemblée nationale algérienne, cette Assemblée élue du temps du parti unique, se sont empressés de revenir sur les petites modifications de la loi électorale qu'avait prévues le gouvernement Ghozali.

Cette nouvelle loi proposée par le gouvernement n'était pourtant pas très différente de celle qui aurait dû présider aux élections en juin, avec sur le fond le même type de scrutin uninominal empêchant toute représentation des petits partis, et un découpage des circonscriptions tout aussi injuste qu'en juin. Mais pour les députés en place, même le léger abaissement de l'âge d'éligibilité proposé, ou plus de facilités pour se présenter en candidat indépendant, c'était déjà de trop. Et, soucieux de sauver autant que cela est possible leurs postes, ils n'appréciaient guère une trop grande réduction du nombre de sièges de députés. Et ils ont remodifié la loi dans leur sens.

Quant à l'abolition du droit pour le mari de voter à la place de sa femme sur simple présentation du livret de famille, qu'avait proposée le gouvernement, c'est une des mesures qui a soulevé le plus de tollés : indigné, un député s'est exclamé à la Chambre que si sa femme sortait pour aller voter, elle ne remettrait plus jamais les pieds à la maison. Et la loi votée par l'Assemblée a donc restauré ce droit de l'homme à voter pour sa femme. Le FIS (Front Islamique du Salut) ne peut pas trouver meilleurs défenseurs des préjugés sur lesquels il s'appuie que les députés du FLN eux-mêmes !

C'est donc sur la base de la loi à peine revue et corrigée par les députés sortants que Chadli a annoncé les élections pour le 26 décembre. Et le FIS, sans dire s'il refusait ou pas ces élections, a recommencé à brandir la menace d'un boycott au cas où elles ne se présenteraient pas assez bien pour lui.

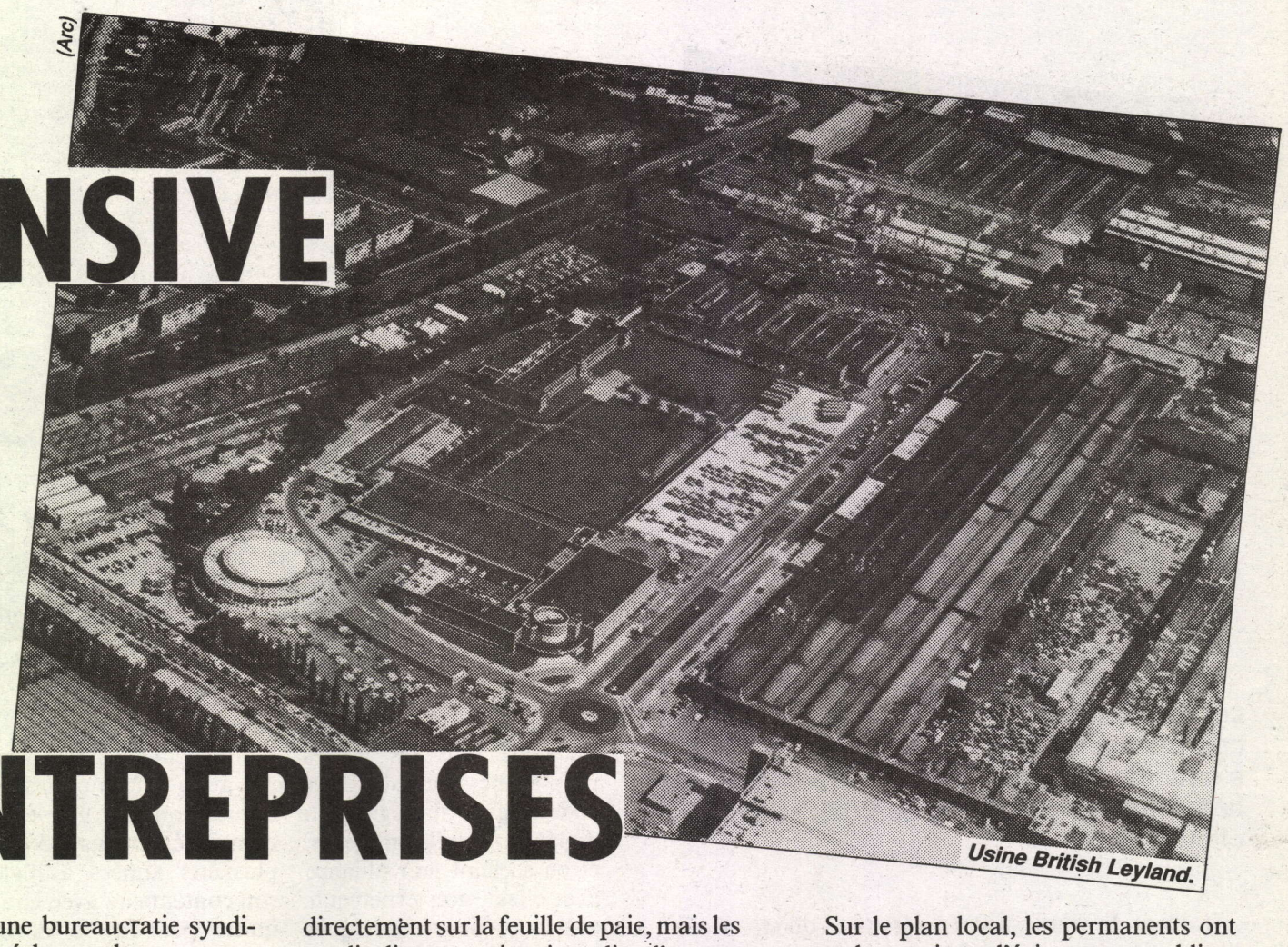
Le ronron des partis et les marchandages pour former les listes de candidats reprennent en vue de ce 26 décembre. Les élections sont allées de report en report. Mais les mesures économiques, elles, tombent sur le dos des travailleurs et de toutes les couches pauvres de la société. Sans aucun sursis.

A la suite de la nouvelle dévaluation du dinar algérien, il y a un mois, qui avait déjà donné un fort coup de pouce à la hausse des prix, de nouvelles mesures du gouvernement pour libérer les prix et pour supprimer ou réduire considérablement les subventions aux produits de première nécessité, conformément aux accords passés avec le FMI, viennent de tomber. Le prix du litre d'essence est passé brutalement de 3,10 dinars à 4,20 et le super de 3,75 à 4,80 ; le prix du lait (et il faut se lever tôt pour en trouver) est passé de 1,80 dinar par litre à 2, celui de l'huile de 25 dinars le bidon de 5 litres à 30, et celui du sucre d'un seul coup de 2 dinars le kilo à 6 dinars. Le montant du SMIC, lui, n'a pas bougé, fixé en juillet à 2 000 dinars par mois. Et plusieurs entreprises ont annoncé des réductions d'effectifs, dans le cadre de la politique «d'assainissement de l'économie» décidée par le gouvernement.

Alors, retour à la case départ du mois de juin ? Peut-être. Mais cela deviendrait bien différent si le mécontentement social, qui à en croire les quelques échos dans la presse algérienne sur des mouvements de grève semble commencer à s'exprimer, explosait réellement.

O. B.

L'AMORCE D'UNE OFFENSIVE CONTRE LES DROITS SYNDICAUX DANS LES ENTREPRISES


(Arc)

Usine British Leyland.

Fin septembre, le deuxième équipementier de l'automobile britannique, Unipart, a annoncé qu'il mettait fin à tous les accords qui le liaient avec les syndicats.

Malgré la législation limitant les droits des syndicats introduite par les conservateurs au cours des dix dernières années, c'est la première fois qu'une entreprise importante pousse cette politique jusqu'au refus pur et simple de reconnaître les syndicats.

Unipart, c'est l'ancien département des pièces détachées de British Leyland, qui fut séparé du groupe et privatisé avant que British Leyland le soit lui-même pour devenir le groupe Rover. Depuis, Unipart a poursuivi sa fonction antérieure vis-à-vis de Rover, tout en étendant les activités de son réseau de fabrication et de distribution de pièces à l'ensemble des constructeurs. Aujourd'hui il emploie environ 6 000 salariés, dont 4 000 ouvriers, répartis dans une dizaine de centres.

Fin septembre, la direction d'Unipart a donc envoyé à tous ses salariés une épaisse et luxueuse brochure dans laquelle il est expliqué qu'à l'avenir, pour permettre à la compagnie d'atteindre une *«classe internationale»*, il lui faudrait introduire de nouvelles méthodes de travail et se passer des syndicats.

LE ROLE DES SYNDICATS DANS LES ENTREPRISES

Il faut savoir que dans la loi britannique, il n'existe aucune reconnaissance du droit des syndicats, pas même du droit d'être syndiqué. Et si, en-dehors de quelques exemples notoires tels qu'IBM ou le trust de distribution laitier Unigate, les syndicats sont reconnus par toutes les grandes entreprises, dans bon nombre de cas ce fut le résultat de luttes longues et dures.

Depuis, bien sûr, le patronat a su user à son avantage de cette reconnaissance, s'appuyant sur une bureaucratie syndicale toute prête à échanger les avantages qui lui étaient consentis contre la garantie d'une certaine stabilité sociale.

Dans ces entreprises, la reconnaissance des syndicats signifie la tenue régulière de négociations globales sur les salaires, le respect de l'ancienneté et du principe «dernier embauché, premier licencié», limitant en partie l'injustice des mesures «à la tête du client».

Dans les ateliers, cela se traduit par des shop-stewards (délégués d'ateliers), élus par les syndiqués, qui interviennent à la demande des travailleurs en cas de différend avec la maîtrise. Ces délégués doivent être consultés pour toute modification de poste de travail, d'horaires, pour l'attribution des heures supplémentaires, etc. Ce droit de regard revient d'ailleurs très souvent, dans les faits quand ce n'est pas noir sur blanc dans les accords, à un droit de veto.

Tout en leur donnant quelques garanties, ce système ne donne quand même aux salariés qu'un droit de regard limité. L'emprise de la bureaucratie syndicale sur le choix des délégués, l'absence de vie syndicale et donc de contrôle sur l'activité des délégués, font que, bien souvent, ceux-ci en viennent à jouer le rôle d'adjoints du contremaître plus que de représentants des ouvriers.

LES CONSEQUENCES DE LA RUPTURE

Chez Unipart, où 94 % des ouvriers sont syndiqués, le fait que la direction ne reconnaisse plus les syndicats s'est traduit par une série de mesures immédiates.

Les délégués d'ateliers se sont vu interdire tout déplacement dans l'usine et les plus combatifs ont été transférés à des postes isolés. Toutes les structures paritaires existantes, y compris l'équivalent du comité hygiène et sécurité français, ont été supprimées. Bien que la direction se défende de porter atteinte au droit d'être syndiqué, toute publication ou discussion sur des thèmes syndicaux sont bannies. Même le port d'un badge syndical est de fait interdit. Les cotisations syndicales cessent d'être perçues directement sur la feuille de paie, mais les syndicalistes se voient interdire d'approcher les travailleurs dans l'usine pour percevoir leurs cotisations. Les négociations salariales annuelles sont annulées, et des augmentations de salaires modulées en *«fonction des performances individuelles»* sont annoncées, avec l'introduction de primes *«individualisées»* et d'un système de répartition des heures supplémentaires au mérite (ces heures comptent pour au moins 30 % en moyenne dans la paie).

Pour l'avenir, Unipart a annoncé l'élection d'un *«forum d'entreprise»* qui sera consulté pour ce qui concerne la *«bonne marche du groupe»*. Ces élus (on sait déjà que des cadres seront candidats) pourront accompagner les travailleurs qui le souhaitent dans leurs démarches vis-à-vis de la hiérarchie. Enfin chaque salarié sera affecté à un groupe de travail qui se réunira quotidiennement pour discuter de qualité et de productivité...

LES IMPLICATIONS POUR L'AVENIR

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les appareils syndicaux ont été muets. Quinze jours après l'annonce faite par la direction d'Unipart, une lettre circulaire du principal syndicat du groupe, le syndicat des transports, adressée aux anciens délégués, se bornait à les avertir que le problème avait été porté à la connaissance des instances supérieures du syndicat.

Sur le plan local, les permanents ont reçu la consigne d'éviter toute publication de protestation *«pour éviter d'alarmer les syndiqués»*. Dans une usine, ce sont les responsables syndicaux qui ont averti la direction qu'une réunion «sauvage» se préparait pour s'opposer à ses plans. La réunion a pu se tenir quand même, mais au prix d'un complexe jeu de cache-cache avec les cadres envoyés sur place pour repérer et disperser les participants.

Il semble donc que l'appareil syndical ne souhaite pas de vagues. Tout indique qu'il compte sur un changement de gouvernement aux élections de 1992 pour rattraper le terrain perdu. Et qu'il est prêt à sacrifier les travailleurs d'Unipart pour cela.

Mais en attendant, ce qui se passe chez Unipart, une entreprise plutôt libérale jusqu'à ce jour et très liée financièrement au groupe Rover, pourrait bien devenir un test pour le patronat britannique. D'autant que, dans plusieurs groupes, dont Rover et Vauxhall dans l'automobile, l'étude de mesures analogues serait en cours.

Ce qui est certain, c'est qu'à un moment où le chômage remonte à une vitesse vertigineuse et où toutes les grandes entreprises annoncent des réductions d'effectifs, seule une offensive des travailleurs est susceptible d'enrayer les appétits patronaux.

François ROULEAU

LES BROCHURES DU CERCLE LEON TROTSKY
Dernières brochures parues :
- La MONTEE DES NATIONALISMES EN EUROPE CENTRALE ET BALKANIQUE
(Exposé du Cercle Léon Trotsky du 14 juin 1991)
- URSS : APRES LE COUP D'ETAT MANQUE
(Exposé du Cercle Léon Trotsky du 4 octobre 1991)
Prix 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure -

Yougoslavie

LA PROLIFÉRATION DU CANCER NATIONALISTE

Le dixième cessez-le-feu, ordonné le 18 octobre à La Haye, par l'armée fédérale et les autorités croates sous les auspices de la CEE, n'aura pas eu plus de suites que les précédents. Pas plus d'ailleurs que la trêve de 48 heures conclue le même jour, sur le terrain cette fois et pour la seule région de Vukovar, afin de permettre au convoi sanitaire de la CEE de pénétrer dans la ville.

Quidu / Gamma

Milices serbes.

L'histoire de ce convoi sanitaire en dit à elle seule plus long, sur la réalité de la situation militaire, que toutes les déclarations faites par les belligérants.

Depuis qu'il est parvenu à proximité de Vukovar, le convoi n'a connu qu'ordres et contre-ordres. Que ce soit du côté de l'armée fédérale ou de celui des combattants croates, il s'est heurté aux mêmes changements de consignes d'un barrage à l'autre. Problèmes de communication ? Peut-être. Mais tout s'est bel et bien passé comme si, dans les deux camps, chaque individu chargé d'une parcelle de commandement, si ténue soit-elle, même limitée à un unique barrage sur une modeste route de campagne, avait cessé de reconnaître une quelconque autorité supérieure.

L'épisode de la mine sur laquelle a sauté l'un des camions du convoi en donne un autre exemple. Des membres du convoi interrogés à la télévision ont affirmé avoir emprunté cette route une première fois sans y avoir rencontré de mines. C'est donc que les mines y ont été posées entre-temps, en plein cessez-le-feu, sur une route dont on devait savoir qu'elle serait utilisée par le convoi chargé de blessés. Posées par qui ? De part et d'autre on accuse les éléments «incontrôlés» du camp adverse.

C'est bien l'importance croissante de ces éléments «incontrôlés» qui semble marquer la situation militaire sur le terrain, et du coup la situation politique.

Le refus du président serbe Milosevic de discuter à La Haye l'idée d'une «*association souple de Républiques souveraines et indépendantes*» – formule proposée par la Commission de paix de la CEE – a été présenté comme une concession faite aux Serbes de l'extérieur, qui n'accepteraient jamais de vivre dans une Croatie indépendante. Sans doute. Et sans doute Milosevic, tout démagogue nationaliste qu'il soit, sait-il bien qu'en cas de fléchissement de sa part, il se trouvera toujours de plus démagogues que lui pour profiter de l'occasion et l'écarter du pouvoir, au nom des intérêts des Serbes de l'extérieur. A commencer par ceux qui, dès à présent, se préparent à une telle éventualité en formant des groupes armés, tels que les «Aigles Blancs» ou la «Garde paramilitaire».

Mais, si la Serbie semble aujourd'hui bloquer les discussions de La Haye, que dire des signatures des autres présidents de la Fédération yougoslave au bas du document portant cette formule ?

Que vaut la signature du président croate, alors qu'en Croatie se multiplient des milices autonomes qui se soucient de la CEE et de La Haye comme d'une guigne et dont le seul but est de permettre à leurs dirigeants de se rapprocher du pouvoir ? Par exemple, la milice fascisante du Parti Croate du Droit, qui se targue de contrôler 150 000 adhérents et 10 000 combattants, chiffres sans doute exagérés mais néanmoins considérables. Sans parler des véritables armées privées, faites en partie de mercenaires, comme cette «Légion Noire» équipée et commandée par un restaurateur de Zagreb.

Et que dire de la signature du président de Bosnie-Herzégovine où, dans les trois principales communautés, musulmane, serbe et croate, des groupes en sont aujourd'hui à s'armer ouvertement dans la perspective d'un conflit prochain ?

A force de jouer sur la fibre nationaliste pour s'emparer du pouvoir et consolider leur autorité, les dirigeants actuels des diverses Républiques ont donné l'exemple. Ils ont ouvert la voie à cette floraison de groupes et groupuscules vociférants, qui ne souhaitent que faire sombrer le pays plus avant dans cette guerre civile dont ils se nourrissent et sans laquelle la plupart disparaîtraient sans doute très vite. Et ce cancer-là, ce n'est pas un nationalisme particulier, serbe ou autre, qui en est responsable, c'est tous les nationalismes.

François ROULEAU

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY
portera sur :
LA YOUGOSLAVIE DÉCHIRÉE PAR LES NATIONALISMES
VENDREDI 8 NOVEMBRE 1991
à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F

Ile de La Réunion

LES GENDARMES AU SECOURS... DES NERVIS PATRONAUX

La Réunion a été au printemps dernier sous les feux de l'actualité, quand des émeutes ont secoué certains quartiers pauvres de la capitale, Saint-Denis, en particulier celui du Chaudron. Vu de France, le calme peut sembler y avoir été rétabli, et ces manifestations, essentiellement de la jeunesse, un simple incident sans lendemain.

C'est loin d'être le cas. Dernièrement encore, aux Camélias, autre quartier de Saint-Denis, des jeunes, dont beaucoup n'avaient pas 15 ans, s'en sont pris à une librairie. Il a fallu que les CRS emploient les grenades pour «rétablir l'ordre».

La violence peut éclater très vite et à tout moment, sous un prétexte ou un autre. L'exaspération de cette jeunesse pauvre est certainement partagée par une bonne partie de la population pauvre et des travailleurs. Une exaspération contre les riches, français ou réunionnais, et contre les représentants de l'Etat français qui sont là-bas encore plus directement et ouvertement au service des patrons. Car, pour être officiellement un département français, cette île n'en reste pas moins marquée par son passé de colonie.

Il suffit de citer quelques exemples récents. Ce sont tous des cas de travailleurs déclarés. Et quand on sait qu'à La Réunion de très nombreux travailleurs ne le sont pas, on imagine aisément que ces cas ne sont pas les pires.

Inutile de dire que ces travailleurs non déclarés ne peuvent espérer aucune protection contre les coups et blessures reçus du patron ou de sa chiourme puisque, y compris quand il s'agit de travailleurs déclarés qui ont été victimes des agressions physiques de leur patron, les gendarmes prennent systématiquement le parti de celui-ci.

Un travailleur de la SIBECA, qui avait osé contacter ses collègues et créer un syndicat, avait été molesté par son employeur. Quand il se rendit à la gendarmerie, on refusa tout simplement de prendre sa plainte parce qu'il était un militant de la CGTR.

Plus récemment, une femme se voyait infliger une correction dans le magasin de chaussures de Saint-Denis où elle travaillait. Le patron ne supportait plus cette déléguée du personnel. Les gendarmes alertés conseillèrent à cette femme de quitter l'entreprise. Et, pour prouver sans doute qu'ils étaient sérieux, ils lui signifièrent qu'ils l'embarqueraient au cas où elle n'obtempérerait pas.

Cette travailleuse a quand même osé déposer plainte. Mais évidemment beaucoup d'autres, semblablement victimes des brutalités patronales, n'osent pas.

Tout cela explique l'arrogance incroyable de ces patrons réunionnais qui se conduisent comme les maîtres du Moyen Age ou les grands planteurs du dix-huitième siècle envers leurs ouvriers ou leurs esclaves.

Mais cela explique aussi qu'une fraction de jeunes, et aussi des moins jeunes, soit prête à la première occasion à s'attaquer à coups de pierres aux gendarmes et à saccager les magasins ou entrepôts. Les coups ne viendront pas toujours d'un seul côté.

Correspondant LO

LES MOUVEMENTS DANS LES USINES RENAULT

A Cléon, le 21 octobre.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'usine de Cléon est toujours installée dans la grève. Et malgré la décision du tribunal autorisant, après un délai de 24 heures, la direction à faire usage de la force pour dégager les entrées de l'usine, les piquets sont toujours là. Les 24 heures sont passées. La direction hésite manifestement dans la situation sociale générale et locale à tenter un coup de force.

Dans les autres usines du groupe, encore en activité, la participation au mouvement semble beaucoup moins ferme et l'attitude des syndicats plus timorée.

Au Mans, la tactique retenue était celle de la grève tournante, chaque secteur débrayant deux heures et étant convié à tour de rôle à bloquer les portes. La direction a décrété ces mouvements illégaux, menacé les piquets de sanctions (les huissiers aidés de l'encadrement ont relevé les noms) et l'usine entière de lockout. Pour éviter que Le Mans soit *«isolé»*, les syndicats ont alors décidé de suspendre le mouvement pour le reprendre plus tard. Le lundi 21, ils avaient trouvé l'astuce : les piquets, toujours à la suite de grèves tournantes, ne bloqueraient plus l'entrée, mais la sortie des camions ! Et surtout l'action restait ponctuelle, imprévisible, décidée au coup par coup.

A Choisy-le-Roi, après deux jours où des débrayages organisés par équipe avaient bloqué les portes, les syndicats n'ont plus rien proposé en ce début de semaine. Peut-être y aura-t-il quelque chose mercredi, et en tout cas jeudi ? Beaucoup de travailleurs le souhaitent.

Ailleurs, la situation est différente. Flins est lockouté depuis lundi midi. Ou plus exactement, selon les termes de la direction, *«les séances de travail sont reportées»* et les journées seront indemnisées en chômage partiel. Même chose à Sandouville, Nanterre, Douai ou Maubeuge. Billancourt, qui tourne encore au ralenti, serait lockouté à son tour jeudi.

Bref, face à une direction qui ne négocie pas et qui lockoute, la riposte des autres usines encore en activité reste bien incertaine. Tout va dépendre de la détermination des travailleurs de Cléon.

• Renault-Cléon (76)

LA GRÈVE

Comme partout à la Régie, les travailleurs de Cléon ont très mal pris l'amputation de 3 300 F sur la prime d'intéressement de cette année par rapport à celle de l'an dernier. En plus l'augmentation des salaires a été plafonnée à 2,5 % pour l'année 1991 ! A cela s'est ajouté un mécontentement très fort sur les conditions de travail et sur le comportement inadmissible d'une bonne partie de l'encadrement.

A l'usine de Cléon qui compte en tout 5 600 personnes deux débrayages le 25 septembre et le 3 octobre ont réuni à chaque fois 2 000 travailleurs. La réflexion qui revenait le plus souvent était que la Régie ne reculerait pas sur les salaires tant que la grève ne toucherait pas plusieurs usines du groupe. Le 11 octobre un nouveau débrayage de deux heures, toujours à l'appel de la CGT et de la CFDT ne toucha que 1 000 travailleurs. Au cours des assemblées par bâtiment, des grévistes souhaitèrent qu'à l'avenir il y ait un appel commun à la grève, le même jour et sur toutes les usines du groupe. Certains disaient que des débrayages limités ne donneraient rien.

Mercredi 16 octobre nous avons appris qu'à l'usine du Mans des piquets de grève occupaient les portes et bloquaient les camions depuis la veille. Dans ces conditions, bien des travailleurs considérèrent que cela valait le coup de se remettre en lutte. La CGT appela l'équipe de nuit à se mettre en grève dès 3 heures du matin.

Le jeudi l'équipe du matin lui emboîtait le pas massivement. Toute la matinée, nous étions entre 600 et 700 à occuper les portes et l'équipe d'après-midi a ensuite pris le relais. Ce jour-là pratiquement aucun travailleur n'est entré dans l'usine. Tout le monde voulait que la grève soit efficace. Il n'était donc pas question de laisser cadres mobilisés par la dir tion faire leurs malins. Dev notre attitude ces messie ont d'ailleurs vidé les lieux porte des camions.

Le vendredi les piquets grève étaient toujours au nombreux malgré un ten aussi infect que la directi Un huissier releva quelq noms et la direction fit sav que ces travailleurs serai convoqués lundi au tribu pour *«entrave à la liberté travail»*. Un groupe d' trentaine de personnes connaître son sentiment mettant un peu de désor dans le bureau de la directi Sur ce, un fourgon de po appelé à la rescousse vint garer devant le bâtiment d direction à la hauteur piquet de grève. Dès qu policier essaya de sortir, grévistes présents répliquèr à coups de parapluie en r pelant aux pandores comportement de leurs co gues contre les infirmière Paris. Le fourgon repa piteusement en marche arr avec un pare-brise cassé quelques bosses. Bien cadres connurent aussi moment difficile après bombardement inte d'œufs frais de la part grévistes.

Le samedi matin les piqu décrochèrent après s' assurés que la production reprendrait pas avec du sonnel venant travailler

• Renault-Flins (78)

À LA SUITE DU DÉBRAYAGE, LA DIRECTION PREND LES DEVANTS

A l'heure où nous écrivons, l'usine de Flins est lockoutée, à l'exception de l'atelier des Presses qui fabrique des pièces à destination de la Belgique, des services d'entretien, de la maîtrise et de différents bureaux, c'est-à-dire 2 à 3 000 personnes qui continuent à travailler.

Ce chômage a été décidé par la direction dès lundi 21 octobre à 8 h pour l'équipe de l'après-midi. Le manque de moteurs provoqué par la grève de nos camarades de Cléon, et la tactique de flux tendu (très tendu) qui régit actuellement la politique de production de Renault ont amené la direction de Flins à décider le report de la journée de lundi pour l'équipe d'après-midi. Depuis, les autres journées sont décrétées "chômage technique".

Cela revient probablement moins cher à Renault que de nous voir rester là à discuter... de tout ce qui ne va pas. En effet, jeudi dernier 17 octobre, le débrayage à l'appel des 4 syndicats avait bien marché : nous étions 1 500 à 2 000 à y avoir participé sur l'ensemble de l'usine, ce qui ne s'était pas produit depuis longtemps.

A Flins comme partout, ce qui ne va pas, c'est les salaires : 2,5 % d'augmentation dans l'année, c'est ridicule quand il y a plusieurs années de manque à rattraper. Mais en plus, la direction a déjà poussé dehors 550 d'entre nous et les conditions de travail se sont aggravées partout : cadences, fatigue, accidents de travail.

Donc, les travailleurs ont encore beaucoup à dire !

Correspondant LO

(LO)

HOPITAUX

Après les violences policières, et devant les miettes proposées par Durieux

LE MÉCONTENTEMENT CONTINUE À S'EXPRIMER

(AFP)

Infirmière et CRS face à face.

heures supplémentaires. Cela permit à la direction de chanter victoire le temps du week-end en faisant savoir par les médias qu'à Cléon *«la situation s'appaisait»* et que le travail avait repris avec l'équipe en VSD.

Mais la grève est bel et bien repartie dans la nuit de dimanche à lundi. Le matin quelques petits groupes ont repris le travail, cédant à la pression de la maîtrise qui leur avait téléphoné à leur domicile. Mais ce lundi 21 octobre la direction n'a réussi à faire produire que 200 à 300 moteurs dans un bâtiment contre 3 000 en temps normal. A la porte des camions le piquet de grève a reconstitué le barrage en abattant quelques arbres à la tronçonneuse.

Mardi notre mobilisation est restée au même niveau, les grévistes étant largement majoritaires. L'après-midi nous sommes entrés à 300 dans l'usine pour faire le tour des ateliers et pour constater que rien ne tournait ! L'effet de notre mouvement sur les autres usines du groupe a aussi renforcé le moral des grévistes puisque la grève à Cléon et les débrayages au Mans ont conduit la Régie à mettre en chômage technique les usines de montage de Douai, Sandouville et Flins.

Correspondant local

Les manifestations se succèdent et s'amplifient : jeudi 17 octobre à Paris, les manifestants étaient encore un peu plus nombreux que les jeudis précédents. Ils étaient quelque 6 000 à la manifestation appelée par le Collectif inter-hôpitaux (sorte d'intersyndicale élargie comprenant la CGT, le CRC et FO) ainsi que par l'Union des infirmières de France. Dans le cortège défilaient toutes les catégories de personnel des hôpitaux. Les banderoles étaient syndicales, par hôpital. On remarquait quelques banderoles de diverses catégories notamment du personnel ouvrier (PO). La manifestation était animée, grâce surtout à la présence de nombreuses élèves-infirmières.

Pourtant, ce n'est pas cette manifestation qui aura retenu l'attention, mais l'autre, plus petite, de 2 000 infirmières avec aussi des aides-soignantes, appelée par l'association "Coordination nationale infirmière" - manifestation que la police a arrosée à l'aide de canons à eau et de grenades lacrymogènes, faisant quelques blessés légers.

Cette brutalité policière a causé une vive indignation parmi tout le personnel des hôpitaux qui a tenu dès le vendredi à marquer sa désapprobation par des rassemblements nombreux dans chaque hôpital. Ainsi, ils étaient 460 à bloquer la rue pendant une heure devant l'hôpital Robert Debré, les médecins restant seuls à garder les malades dans certains services, 200 à Saint-Louis, 350 à la Pitié-Salpétrière...

Et c'est sans aucun doute ces réactions qui auront incité le gouvernement à relancer rapidement les négociations en invitant les syndicats à discuter samedi 19. Négociations au cadre soigneusement délimité : le gouvernement ne fait d'ouverture qu'aux infirmières et un peu aux aides-soignantes. Les propositions qu'il avance sont dérisoires : 4 500 postes d'infirmières en 3 ans, récupération de 3 heures hebdomadaires pour les équipes de nuit, augmentation des primes de dimanches et jours fériés... Mais il mise sur la division du mouvement existant en choisissant de ne discuter qu'avec la catégorie des infirmières.

La manifestation du mardi 22 ne sortait pas de ce cadre-là. Prévue depuis longtemps à l'appel de la Coordination nationale infirmière et de syndicats de médecins, elle apparaissait aux yeux de beaucoup comme encore plus catégorielle que les autres. Mais après les incidents du 17, ses organisateurs lui ont donné la signification d'une protestation contre les violences policières. Du coup, le Collectif inter-hôpitaux n'a plus hésité à s'y rallier.

Le cortège a rassemblé environ 12 000 personnes, les uns derrière la banderole de la Coordination nationale infirmière, précédée par une escouade de professeurs et autres médecins, les autres, plus nombreux, derrière la banderole du Collectif inter-hôpitaux. Alternativement, les slogans des sonos, les banderoles et les chansons reprochaient à Durieux et à Mitterrand les jets d'eau et de gaz de jeudi, et de faire la sourde oreille aux revendications, le tout sur un ton qui était plus celui de l'ironie que de la colère. De nombreux noms d'hôpitaux apparaissaient pour la première fois ainsi que des cliniques privées. Cette fois, c'était la province, avec un grand nombre de groupes venus de toutes les régions, qui avait fourni le gros des troupes.

La deuxième partie du cortège était bien sûr plus inter-catégorielle et plus syndicale mais c'était ses seuls signes particuliers. Lorsqu'à la sono de l'hôpital Henri Mondor on entendit réclamer 3 000 F pour tous, il y eut des applaudissement mais malgré une tentative de faire crier ce slogan, cela ne fut pas repris.

Le 22 était donc une journée à part dans l'enchaînement des rassemblements, par le sentiment qui mobilisait les participants et par le but que lui assignaient ses organisateurs, avec l'appui des médecins : élargir l'ouverture offerte par Durieux.

Dans les établissements, le mouvement se maintient avec quelques services en activité minimum, des plateaux techniques au programme plus ou moins différé, des débrayages nommés exagérément "hôpital mort", des tracts à la population, des blocages de routes, des piquets de grève, des assemblées générales. Tout cela est animé par des noyaux de gens volontaires mais qui ne militent pas vraiment pour étendre la grève, se rendent peu dans les services pour discuter avec les non-grévistes.

Même si l'on entend bien des réflexions irritées contre l'indécision ou les divisions des syndicats, personne parmi les grévistes n'exprime l'envie de donner au mouvement une direction issue des rangs des grévistes eux-mêmes et contrôlée véritablement par eux. Et bien qu'à l'instar de l'association infirmière qui est en tête du mouvement, certains reprennent le terme de "coordination", cela ne recouvre pas du tout la même réalité que durant le mouvement de l'automne 1988.

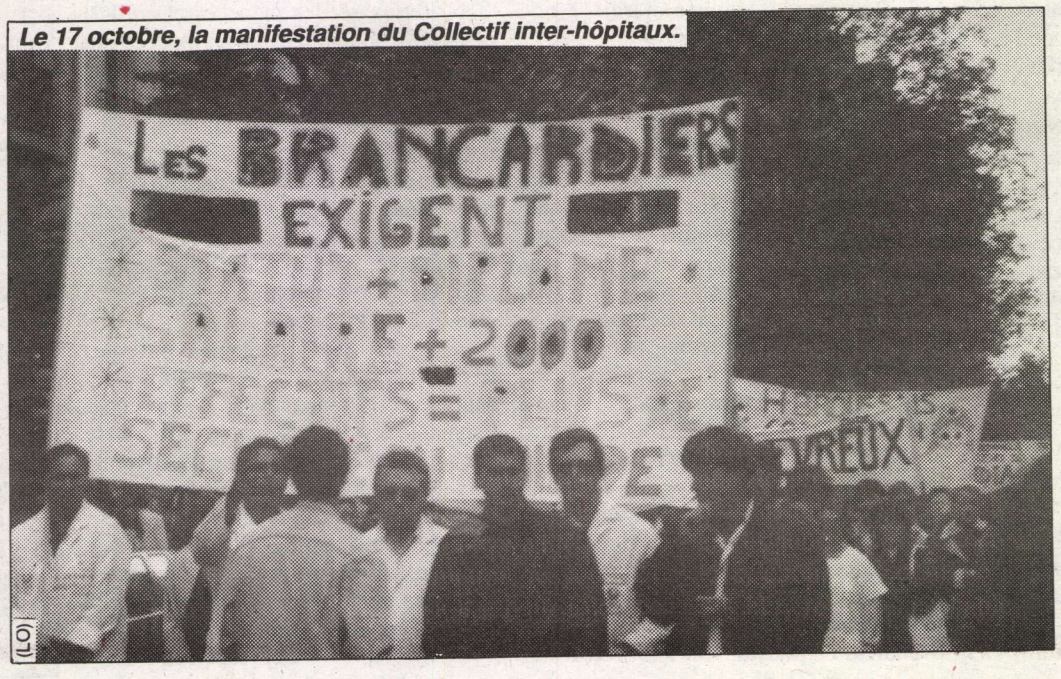
D'autre part, la grève conteste bien peu la hiérarchie des chefs dans les établissements. Des surveillantes se font élire comme déléguées au Collectif inter-hôpitaux comme à Saint-Antoine. Et l'on a même vu, à Beaujon, le directeur se faire inviter par les syndicats à l'assemblée générale de vendredi 18, y déclarer qu'il désapprouvait les violences policières et se faire applaudir par une majorité des présents !

La prochaine étape est à présent jeudi 24. Ce jour-là, le cortège de la Santé sera dans la rue en compagnie peut-être de nombreux travailleurs répondant à l'appel de la CGT et de FO à la grève générale. Autant les infirmières les plus corporatistes expriment leur hostilité à cette manifestation, autant cela semble susciter un certain intérêt auprès des catégories hospitalières qui ont toujours craint de ne manifester que pour les infirmières.

Celles-là sentent qu'il pourrait s'exprimer à cette occasion un mécontentement plus général et plus redoutable contre le gouvernement. Seront-ils nombreux à descendre dans la rue pour faire passer dans les actes ce sentiment ?

Correspondant LO

Le 17 octobre, la manifestation du Collectif inter-hôpitaux.



(LO)

P10, suite des articles sur les hôpitaux

HOPITAUX

Manifestation du personnel de l'hôpital de Bourges le 17 octobre.

• La grève à l'hôpital de Bourges

A l'hôpital de Bourges, depuis jeudi 10 octobre des assemblées générales se tiennent tous les jours, regroupant de 12 à 30 personnes.

Une heure de grève a été décidée chaque jour pour assister aux AG.

Depuis mardi 15, un Comité de lutte a été créé. En effet, les participants aux AG, en majorité non syndiqués, souhaitent que le mouvement ne soit pas dirigé par les seuls syndicats .

Jeudi 17, nous avons manifesté dans les rues de Bourges. Les grévistes de l'hôpital se sont regroupés à 50 derrière la banderole Comité de lutte en scandant : *"A l'hosto y'a trop de boulot, à l'extérieur y'a trop de chômeurs"*.

Au début de cette semaine, les AG se sont poursuivies chaque jour. Mardi 22, un groupe est monté à Paris et un cortège s'est rendu à la DDASS exprimer au directeur notre colère.

L'AG a voté également notre participation à la manifestation du 24 octobre.

• Au CHR Bordeaux, 22, v'la les soignants !

A Bordeaux, c'est une "Coordination" infirmières - aides-soignantes - agents qui s'est constituée avec des volontaires, depuis le 19 septembre, à l'échelle des quatre hôpitaux du CHR. Si lors des premières AG, nous étions entre 50 et 100 personnes, vendredi 18 octobre, en signe de protestation, c'est à 150 que nous nous sommes retrouvés au débrayage sur l'hôpital Sud, d'autres débrayages ayant lieu en même temps dans les autres hôpitaux de la ville. Et à l'AG centrale, lundi soir, nous étions environ 300, chiffre comparable à 1988, pour décider de la suite du mouvement et organiser la montée à la manifestation parisienne de mardi 22 où nous étions finalement près de 200, au lieu de 70 le jeudi précédent.

Un des problèmes qui se discute depuis le début du mouvement, c'est de quelle façon on peut faire céder le gouvernement et, pour cela, de la nécessité d'entraîner dans la grève l'ensemble du personnel de la Santé. Mais si certains défendent régulièrement ce point de vue et s'ils sont de façon générale écoutés dans les AG, ils restent pour le moment minoritaires. La majorité des grévistes, convaincus de la nécessité de se retrouver tout le personnel soignant ensemble, rechigne pour le moment à appeler le personnel ouvrier et administratif à les rejoindre, malgré la présence régulière de camarades administratifs et ouvriers aux AG.

Quant aux syndicats, seule la CGT s'associe au mouvement, même si c'est de façon discrète. Mardi donc, le mouvement semblait plus étendu que les jours précédents et la suite à donner se discutait.

Correspondant LO

• A Nancy, CHRU de Bradois

Le mouvement des infirmières va montant

Le mouvement a démarré le jeudi 10 octobre, les infirmières de Nancy marquant leur solidarité avec les infirmières parisiennes et la manifestation de la "Coordination". Des assemblées générales ont d'abord réuni 20 puis 40 personnes prêtes à appeler l'ensemble des soignants à des actions et qui ont constitué un comité des personnels de santé.

Jeudi 17, un sit-in dans le hall d'entrée du CHU a rassemblé près de 300 soignants (infirmières, aides-soignantes, et ASH), puis un cortège dynamique a rejoint l'hôpital central. Deux cent personnes ont alors manifesté jusqu'à la place Stanislas.

Mardi 22, à l'occasion de la manifestation des infirmières à Paris, nouveau sit-in et manifestation au CHU avec 500 personnes essentiellement des soignants.

Les revendications ont été discutées en assemblée générale. Il y a d'abord les effectifs mais aussi une augmentation des salaires de 2 000 F par mois car les soignants souhaitent un mouvement regroupant toujours plus de monde, sans être encore à rechercher à y associer les autres catégories de personnels même si à chaque fois les grévistes des services intérieurs ont été chaleureusement applaudis.

La grève du service intérieur

La grève a démarré mardi 15 octobre.

La direction faisait la sourde oreille aux revendications des 21 travailleurs du "ramassage". Une réunion en juillet et une autre le 9 octobre n'avaient apporté que 60 F de plus sur la prime de prophylaxie, alors qu'ils demandent une prime de 1 000 F par mois. La direction avait surtout prodigué des bonnes paroles du style : *"La rencontre n'est pas inutile, c'est faire fi de deux heures de discussions"* (le directeur des personnels du CHR) ou *"Vous avez raison, mais nous n'avons pas tort"* (le directeur du CHU).

Rapidement les poubelles et le linge sale s'amoncelaient dans les services tandis que le linge propre n'était plus approvisionné. Seul le service minimum correspondant aux dimanches, était assuré malgré les pressions répétées et les menaces de la direction. Et vendredi on pouvait voir le directeur du CHU retrousser les manches et enfiler des gants pour ramasser les poubelles. Bientôt une équipe de ramassage inédite, bien payée celle-ci, s'improvisait avec en plus la directrice adjointe, la directrice de l'hôpital d'enfants, la directrice des services économiques, une infirmière générale adjointe et un ingénieur sous les regards amusés des grévistes !

Mais très vite ce "beau linge" s'essoufflait et la direction a fait appel à une entreprise intérimaire.

Les grévistes ont largement informé le personnel du CHU de leurs revendications et ont rencontré un soutien notamment lors des assemblées générales des soignants. Bien des gens découvrent les travailleurs du service intérieur.

Pour le moment, la direction n'a cédé qu'une prime annuelle "de suggestion" de 1 600 F par an. Cela ne représente pas mieux que 133 F par mois ! Mais les grévistes tiennent bon.

Correspondant LO

Alcatel Telspace Cherbourg

DÉBRAYAGES POUR LES SALAIRES

Depuis le mardi 8 octobre, à une énorme majorité - 80 % environ du personnel- les débrayages à Alcatel sont quotidiens, une heure par jour, pour une augmentation de salaire de 1 500 F par mois.

Il faut dire qu'à l'annonce du 1 % "généreusement" octroyé par la direction générale, avec un minimum de 120 F, nous étions nombreux à nous dire qu'elle se moquait du monde.

Alcatel Telspace affiche une santé florissante. Le groupe est devenu récemment numéro un mondial, en absorbant deux concurrents en Italie et aux Etats-Unis. Le chiffre d'affaires devrait augmenter de 3 milliards de francs cette année ; la direction se félicite de *"ses bons carnets de commande"* et prévoit que *"1991 sera une grande année"*, dans un interview triomphaliste accordé à la presse locale.

Le nouveau centre de Nanterre a été inauguré à la rentrée à grand renfort de cérémonies, tapis rouge, grooms et petits fours, qui ont coûté une jolie somme.

Dans l'agglomération cherbourgeoise, les hausses considérables sur les petites feuilles vertes -taxe d'habitation- reçues en septembre, sont venues nous rappeler que les salaires ne suivaient décidément pas.

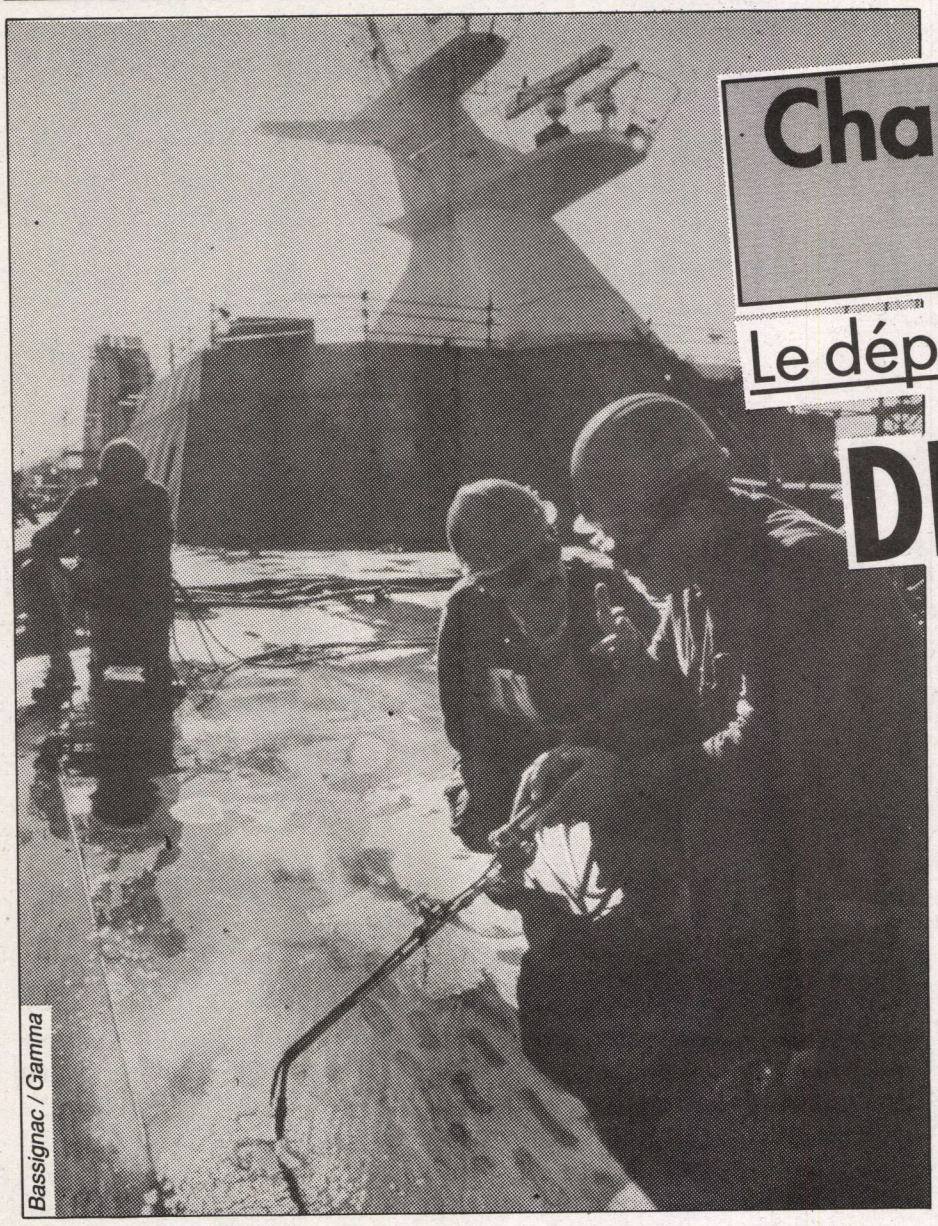
Tout cela, additionné à un ras-le-bol général qui couvait dans l'usine, a fait que l'annonce des 120 F d'augmentations ridicules n'est pas passée.

Mercredi, jeudi et vendredi derniers, un "audit" - sorte de commission délivrant un certificat de qualité, utile pour l'exportation - avait lieu à l'usine. Nous nous sommes chargés de leur faire remarquer la médiocre qualité de nos salaires, aux cris de *"audit sur nos salaires, et pas de pépites, pas d'audit"*, ce qui, selon la direction, faisait très mauvais effet !

La direction, pour l'instant, s'est contentée de faire des propositions dérisoires qui ont été refusées par les travailleurs. Elle a également essayé de nous intimider en infligeant un avertissement à deux salariés pour des faits commis un jour où l'un deux... n'était pas présent à l'usine !

A l'heure où nous écrivons, mardi 22 octobre, les débrayages continuent pour réclamer notre dû.

Correspondant LO



Bassignac / Gamma

Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire)

Le départ du paquebot "Monarch of the seas"

DERRIÈRE LA FRIME, L'EXPLOITATION

Le lancement du paquebot *Monarch of the seas,* qui ira étaler son luxe dans les eaux des Caraïbes, une des régions les plus pauvres de la planète, s'est fait dans les flonflons à Saint-Nazaire.

La direction des Chantiers et la mairie avaient voulu faire dans le grandiose. Au diable l'avarice ! Surtout qu'une bonne partie des festivités va être payée par les contribuables locaux !

Mais derrière la frime, la réalité que vivent les travailleurs des Chantiers est tout autre.

Les conditions de travail ont empiré, surtout à bord. Alors que l'effectif du chantier a diminué de 1,7% en un an, la sous-traitance a pris une importance encore plus grande. Pour un effectif de 4 435 travailleurs du chantier, il y a plus de 2 000 intérimaires et sous-traitants. Par exemple cet été, à bord du *Monarch of the seas,* il y avait 1 168 travailleurs d'entreprises extérieures pour 290 ouvriers du chantier.

Concrètement cela veut dire que les patrons du chantier font pression au maximum sur les travailleurs des entreprises sous-traitantes pour tenir les délais (dont se vante tant le directeur aujourd'hui). C'est la course perpétuelle qui épuise, fatigue, qui fait travailler dans les pires conditions. Il arrive fréquemment que divers métiers (menuisiers, électriciens, plombiers, etc.) travaillent en même temps dans des espaces réduits, les uns sur les autres. C'est l'encombrement, la poussière, le bruit. L'insécurité est permanente. D'ailleurs un gigantesque incendie a détruit en partie le paquebot en juillet 1990.

Pour sa reconstruction, les délais ont été tenus, mais à quel prix ! Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les accidents ont grimpé de 83% par rapport à 1988. En 1990 par exemple, il y a eu 9 958 accidents, dont 5 226 rien que pour les sous-traitants !

Pour les maladies professionnelles, il en va de même : pour 23 déclarées en 1989, il y en a 58 en 1990.

Il est quasiment impossible de s'y retrouver. Les entreprises se sont tellement multipliées qu'on peut très bien travailler dans une même boîte sans que personne n'ait le même patron, que ce soit des boîtes d'intérim ou d'obscurs sous-traitants de sous-traitants dont la société n'a d'entreprise que le nom. Et qui disparaît aussi vite qu'elle est apparue.

Le travail de nuit, qui avait presque disparu, a repris de plus belle. Il n'y a jamais eu autant d'heures supplémentaires. Il n'est pas rare de voir des travailleurs faire 12 h, 14 h par jour, pour des salaires qui tournent autour de 36 F de l'heure le plus souvent, quelquefois 40 F. Les conventions collectives ne sont pas appliquées, ni même le Code du travail. Et quand certains travailleurs se révoltent, c'est le licenciement pur et simple souvent, quand ce n'est pas parfois l'interdiction de chantier pour les salariés qui demandent simplement l'application de leurs droits.

Et c'est cet avenir-là que propose le directeur aux travailleurs du chantier. En effet, sous prétexte que l'âge moyen est trop élevé, il propose aux 37/45 ans de quitter l'entreprise pour aller se faire embaucher dans les entreprises extérieures de la région. Et pour faire accepter son plan de réduction d'effectifs tous les arguments sont bons, même les plus saugrenus comme celui-ci : *"Aux Chantiers, le niveau de compétence est tel qu'il devrait permettre aux travailleurs de prendre des responsabilités dans les entreprises locales"*.

Il faut dire que, suite à ces propos, juste avant les congés, les travailleurs lui avaient répondu à leur manière en débrayant massivement !

Cette affaire de pyramide d'âges aux Chantiers choque d'autant plus qu'il y a justement des travailleurs de 55 ans qui ne demandent qu'à partir en pré-retraite pour permettre l'embauche de jeunes !

Le* Monarch of the seas *après l'incendie.

(AFP)

Ce qui compte pour les patrons, c'est la rentabilité. D'ailleurs, en plein milieu des festivités, ils ont annoncé qu'il *"fallait que la productivité augmente de 10% d'ici 1993"*. Derrière les flonflons et les feux d'artifice, il y a l'exploitation, les salaires minables, comme partout ailleurs, la précarité qui s'amplifie à une vitesse folle et l'inquiétude pour l'avenir.

Correspondant LO

Alsthom (Le Bourget)

APRÈS LA REPRISE

A l'Alsthom Le Bourget, une grève de 18 jours contre un plan de licenciements s'est terminée sur un compromis, lundi 7 octobre. Mais la direction a beau faire, l'ambiance n'est pas la même qu'avant, c'est le moins qu'on puisse dire.

La direction s'était engagée à verser une "prime de reprise" aux grévistes, refusant de parler d'indemnisation des heures de grève. En fait, elle proposa avec la reprise une prime de productivité, avec un engagement à produire dans les délais, avec la qualité voulue, sans récriminer, sans perturber la production ni empêcher le départ des machines ! Rien à voir, donc. Cela suscita la colère dans l'usine, les travailleurs débrayant et remontant même voir le directeur, qui craignait d'être séquestré à nouveau !

Finalement la direction décida de créer cette prime, quoi qu'en pense le personnel. Les travailleurs toucheront donc 400 F par mois pendant trente-six mois... si le calme est maintenu. Ceux qui sont licenciés la touchent intégralement tout de suite et partent donc avec 14 400 F de plus.

La direction a visiblement de l'argent. Elle est prête à dépenser 9 millions (900 millions de centimes sur 36 mois) pour tenter d'acheter la paix sociale dont elle a besoin pour poursuivre son plan de restructuration et de licenciement.

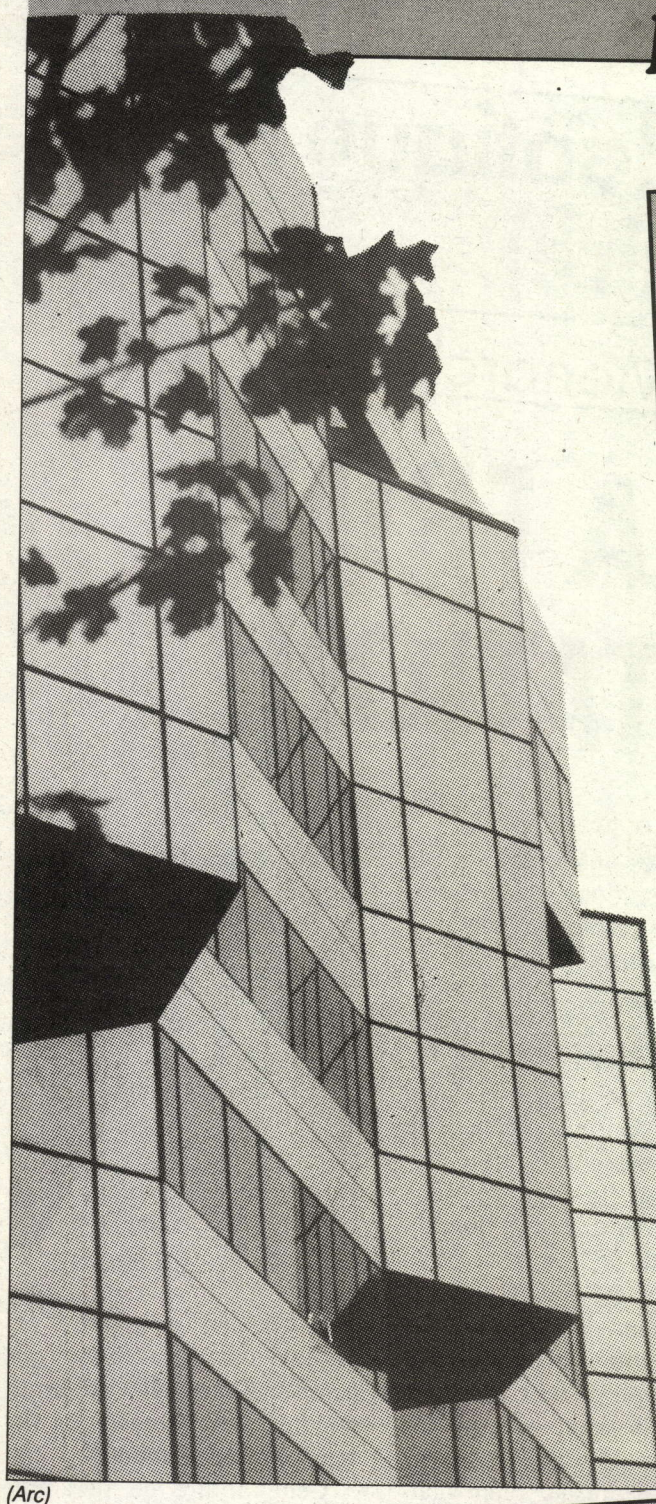
Mais la grève a laissé des traces, l'ambiance a changé dans l'entreprise. Depuis 15 jours, ce ne sont que discussions continuelles, les travailleurs s'assemblent facilement, réagissent au quart de tour.

Ceux qui sont concernés par le transfert à La Courneuve sont montés à deux reprises demander des explications et des précisions. Et ceux des autres services qui sont licenciés acceptent mal les réunions avec des "psychologues" extérieurs qui leur disent de tourner la page, d'accepter le fait que leur entreprise licencie, de voir l'avenir en positif... et autre baratin.

En réunions de secteurs, dans toute l'usine, les travailleurs ont décidé, à l'appel de tous les syndicats, de faire grève jeudi 24 avec le reste du pays.

La direction n'est donc pas au bout de ses peines. La reprise a eu lieu, mais pas grand monde ne travaille...

Correspondant LO


(Arc)

Allianz - Via (de Paris à Charenton)

LES MÉSAVENTURES D'UN DÉMÉNAGEMENT

Les patrons du groupe Allianz, le plus gros assureur européen, ont décidé de regrouper toutes leurs filiales françaises en vue d'une fusion. Le déménagement de 2 000 personnes, ce n'est pas triste !

Problème : trouver un lieu. Premier projet : Levallois. Il échoue. Le propriétaire de l'immeuble convoité, une autre compagnie d'assurances, était trop gourmand, ou bien notre PDG trop pingre. Un milliard de francs n'a pas suffi... Finalement c'est Charenton qui est retenu. 30 000 mètres carrés juste à côté du centre commercial Bercy 2. Le prix ? Les 10 000 mètres carrés achetés ne coûtent pas cher et les 20 000 mètres carrés en location représentent la moitié de ce que rapportera la location des anciens immeubles de la compagnie dans le centre de Paris.

Le lieu est parfait pour le PDG. *"Un quart d'heure de route de Neuilly, chez moi, à Charenton en passant par la voie express rive gauche"* déclare-t-il. Pour les employés, c'est différent.

Les statistiques de la direction indiquent que 62% d'entre eux vont avoir leur temps de transport rallongé. Quant à ceux qui ne pourront pas suivre, *"ils n'ont qu'à démissionner"* répète la direction. Les mois passent.

Commissions, experts, entreprises spécialisées planchent. Les employés ne sont consultés sur rien. Si : la direction organise un référendum pour choisir si le nouveau mobilier de bureau sera rose ou bleu. Au final, il sera... gris. Des expositions présentent le nouveau site : vaste, aéré, sympathique. Sur les dessins : un bel immeuble le long de la Seine, un paysage ensoleillé, des arbres au bord de l'eau. Mais les arbres ne sont pas encore plantés, entre la Seine et l'immeuble passe l'autoroute A4 et personne ne devra jamais ouvrir la fenêtre de ce côté-là, à cause du bruit et de la pollution. Déménager ? Ça ne plaît pas à la majorité des gens. Normal, ça va faire une ou deux heures de temps de trajet chaque jour. Ils le disent. Au mois de juin plusieurs centaines de personnes débrayent. La direction cède tout juste une prime de 2 000 F et une réduction du temps de travail de 6 minutes par jour.

Fin août, le déménagement a lieu. Tout devait marcher comme sur des roulettes. L'informatique devait être immédiatement opérationnelle, les gens aussi. C'était tellement au point que les patrons avaient refusé d'accorder un seul jour non travaillé. En fait, arrivés sur place, c'est la pagaille. Les terminaux ne sont pas branchés. Les téléphones n'ont pas accès à la province. Le standard est débordé tout de suite. Et pour les conditions de transport du personnel, ce n'est pas mieux. Le nouvel immeuble n'est desservi que par une seule ligne de métro et une seule ligne de bus, le 24. Petite ligne tranquille avant le déménagement. Et hop ! du jour au lendemain un afflux d'un millier d'usagers en plus aux heures d'entrées et de sorties du travail ! La direction Allianz-Via, qui veut faire des économies, refuse de mettre en place des cars de ramassage du personnel. La RATP a bien été prévenue mais elle a laissé les choses en l'état. Résultat : les bus sont pris d'assaut, les conducteurs sont débordés, on monte jusqu'à 100 personnes dans un seul bus, des employés attendent 3 bus avant de pouvoir monter. Et ça va durer comme ça un bon mois avant de voir des améliorations. Le mécontentement des employés est tel que le PDG en personne vient un matin à l'arrêt du 24 à la Gare de Lyon pour exprimer ses condoléances par-ci par-là. Il ne poussera pas l'audace jusqu'à prendre le bus et repartira tranquillement dans sa Mercedes avec chauffeur.

"Tout va très bien" chante pourtant la direction, qui publie une circulaire dans laquelle elle écrit : *"De l'avis général, le déménagement s'est bien passé"*.

Quant aux nouveaux bâtiments, tout devait être parfait. Les patrons avaient fait visiter trois mois avant au Comité d'hygiène et sécurité le "pavillon témoin" : quelques étages de l'un des bâtiments. C'était bien. Mais, arrivés sur place, surprise : tous les bâtiments ne sont pas similaires. Les toilettes pour femmes ne sont pas en nombre suffisant. C'est parfois la queue. Les armoires-vestiaires sont pour 3, 4 ou 6. Et tant pis si c'est illégal : *"C'est la faute au constructeur"*, rétorque la direction. Quant aux ascenseurs, certains employés font très rapidement l'expérience de leurs sautes d'humeur : il y a ceux qui vous coincent pendant 10 minutes entre les étages et ceux qui ne cessent de monter et de descendre sans s'arrêter pendant un quart d'heure. On a le choix.

Et la cantine dans tout ça ? Carottes rapées laxatives, choux-fleurs moisis, salades vertes pleines de moucherons, crèmes desserts pourries : ce sont quelques exemples de la nouvelle cuisine servie depuis fin août. Plus de 60 cas de gastro-entérite au mois de septembre. Un rapport d'inspection de la DDASS accablant : les locaux-cuisines sont trop petits et les conditions d'hygiène élémentaires ne sont pas respectées.

Mais tout va bien... pour les patrons. Le restaurant direction est bien isolé, agréable, presque luxueux. Moquette profonde, décoration sympathique, cabinets particuliers, alcools et cigares à l'entrée. Le PDG peut y trouver le calme... jusqu'à ce qu'on vienne le déranger.

Correspondant LO

Peugeot (Sochaux)

TANT QU'ON A LA SANTÉ

Dans un secteur de l'Outillage-Nord, l'utilisation de produits toxiques pour dégraisser des pièces est courante. Trichlore, acétone, Solvétane sont répandus sur des surfaces rugueuses, puis éliminés. Cela entraîne une atmosphère irrespirable, sauf pour les utilisateurs habituels qui, par accoutumance, ont perdu l'odorat pour ces produits. Ensuite, sur ces surfaces, une résine est injectée. D'après le médecin du travail, l'usage de tous ces produits est autorisé, ils ne présentent pas de caractère dangereux compte tenu des aspirations existantes. Des prélèvements atmosphériques ont été faits aux postes de travail. Résultat : rien d'anormal.

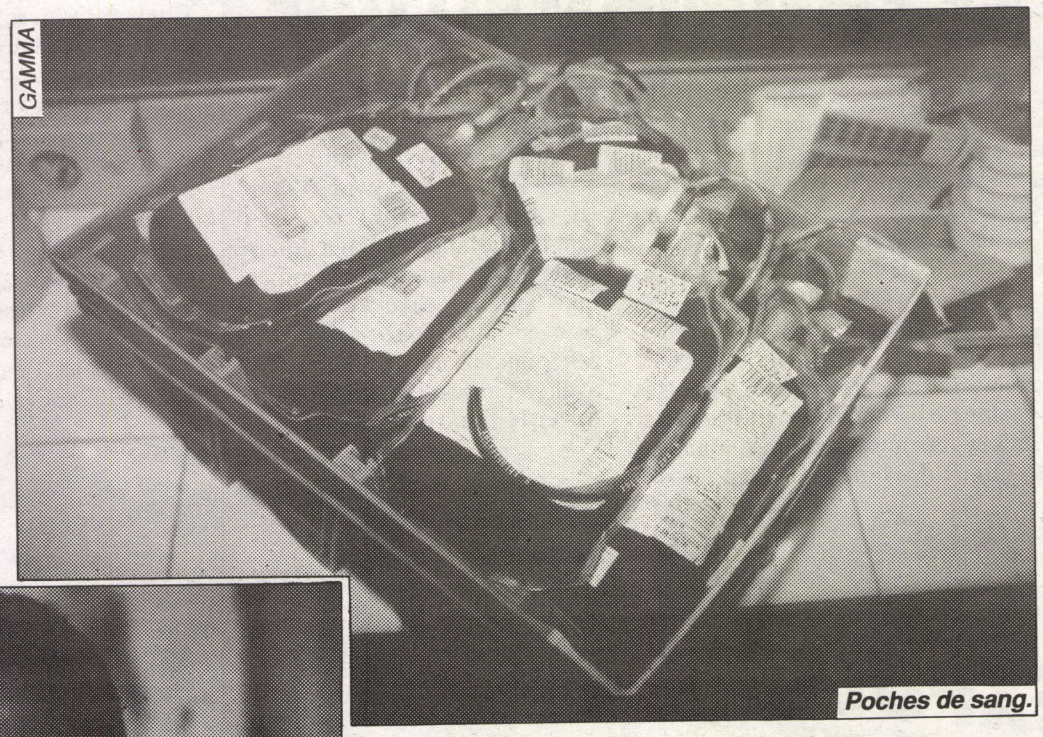
S'il n'y a rien d'inquiétant pour le médecin du travail et la direction, pour nous ce n'est pas la même chose. En effet les cinq utilisateurs habituels de ces produits sont tous tombés sérieusement malades : traces de sang dans les urines, maux de tête, irritation de la peau, kyste aux testicules pour l'un d'entre eux, opération récente d'un cancer à la prostate pour un autre : il y a quand même de quoi être inquiet, alors que les responsables continuent à nier le caractère toxique, à la longue, de l'utilisation de tels produits. Le CHS est intervenu pour demander une enquête des services compétents de la Caisse régionale d'assurance maladie.

Quand on voit plusieurs camarades avoir de telles maladies, il est difficile de croire au hasard !

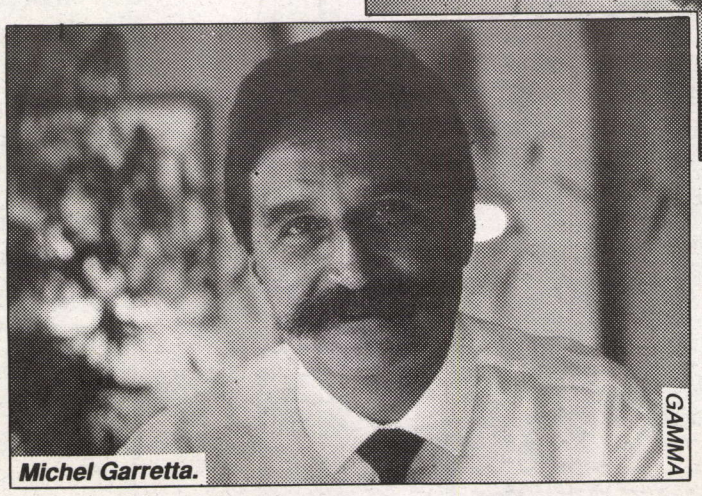
Correspondant LO

LE PRIX DU SANG

Il a fallu deux ans d'instructions au juge chargé de l'enquête sur la contamination des hémophiles par le virus du SIDA, lors d'injections de produits tirés de sang humain, pour aboutir, aujourd'hui, à l'inculpation de trois hauts ex-responsables de la Santé. L'un, le docteur Garretta, ancien directeur du Centre National de Transfusion Sanguine, démissionnaire en mai dernier - quand l'affaire a été portée sur la place publique - est inculpé pour avoir maintenu *"la mise en vente de produits dont il savait qu'ils étaient corrompus et toxiques en 1984 et 1985"*. Les deux autres, le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la Santé, démissionnaire en décembre 1985, et le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire National de la Santé, ont été inculpés de *"non-assistance à personnes en danger"*.



Poches de sang.



Michel Garretta.

Trois responsables viennent donc d'être désignés. Mais, dans cette affaire sordide où l'argent et la loi du silence l'ont longtemps emporté, d'autres responsabilités sont évidemment en cause.

Le fond de l'affaire est désormais connu. Dès 1982, on sait que le SIDA se transmet par le sperme et par le sang, mais il n'existe encore aucun test de dépistage systématique du SIDA. Cependant on sait déjà, à l'époque, que les transfusions sanguines sont à risque. Nul n'est en demeure d'évaluer précisément ce risque, mais la communauté scientifique sait qu'il y a risque. Or les hémophiles, qui souffrent de troubles de la coagulation, ont besoin d'injections répétées de facteurs de coagulation d'origine sanguine et courent donc le risque d'être contaminés. Pourtant, en 1983, on sait déjà aux USA désactiver, par chauffage, le virus du SIDA. Une firme américaine met en vente dès mai 1983, des produits sanguins chauffés et donc "désactivés" en ce qui concerne le SIDA, et bien entendu offre ses services, payants, à tous les laboratoires.

En France, le don du sang et de ses dérivés repose sur le bénévolat. Et son traitement et son utilisation sont organisés par le Centre National de Transfusion Sanguine, organisme placé sous la tutelle de l'Etat et de ses services de Santé. Ce bénévolat du don du sang évite certes les trafics au niveau de l'origine, mais pas les calculs sordides à celui de la distribution !

La question s'est donc posée ainsi : doit-on acheter des produits "sûrs" mais payants aux USA, ou continuer à utiliser ceux fournis, bénévolement, par les donneurs ici, même s'il existe une présomption de risque de contamination ?

D'autre part, quand va-t-on introduire en France le procédé du "chauffage" des lots recueillis ?

Bien sûr, les recherches sur le SIDA n'en sont alors qu'à leurs débuts ; bien sûr leurs procédés de "désactivation" du virus ne sont pas encore définitivement confirmés. Mais après les USA, la plupart des pays l'adoptent. En France, cela traîne. Pourtant on sait dès 1985 que les risques de contamination, pour les hémophiles traités par des produits non chauffés, sont de 100 %.

Et cela traîne, non pour des raisons de doute scientifique ou de lenteurs administratives, mais pour des questions de gros sous.

Entre 1984 et 1985, le CNTS non seulement refuse d'acheter des produits chauffés, mais il n'informe pas les hémophiles des risques encourus. Pire encore, parce que plus révélateur de la démarche des responsables, le CNTS négocie avec les assurances pour "acheter" leur silence.

C'est délibérément que, le 29 mai 1985, les responsables du CNTS décident de laisser sur le marché tous leurs lots de produits non chauffés. Les lots seront écoulés jusqu'en octobre 1985.

Les autorités de tutelle pouvaient-elles ignorer cela ? Georgina Dufoix était ministre des Affaires sociales et Edmond Hervé ministre de la Santé. Sont-ils moins responsables que le professeur Jacques Roux, qui proteste aujourd'hui dans *l'Humanité* (Jacques Roux est membre du Comité Central du PCF) en disant qu'il avait averti les autorités, demandé des mesures d'urgence, avant de démissionner en 1985 ; ou que le docteur Netter, dont le rôle est à établir ?

En fait, informés, bien ou mal, tous ont accepté la loi du silence, même Roux qui proteste aujourd'hui mais ne l'a pas fait publiquement en 1985, quand il en avait la possibilité.

Résultat : la moitié des 2 500 hémophiles du pays sont aujourd'hui contaminés par le virus. 200 d'entre eux sont décédés. Les autres se savent en sursis.

Cette affaire éclabousse beaucoup le monde et, même si la justice aujourd'hui désigne trois présumés responsables, cela ne suffira pas à expliquer pourquoi un organisme officiel, gérant une institution placée sous le signe du bénévolat, surveillée et contrôlée en principe par l'Etat, a pu condamner délibérément à mort des patients qui faisaient confiance à ceux qui les tuaient par souci d'économie. Le scandale est gros, car nous vivons dans un pays riche, "démocratique", avancé. Il est pourtant de même nature que ceux qui ont frappé à Seveso ou à Bhopal. C'est le tribut du sang payé à l'argent-roi.

C.B.

SOIGNER LES COMPTES DE LA SÉCU PLUTOT QUE LA POPULATION

La Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et le gouvernement ont décidé de mettre au point un mécanisme établissant *"un taux d'évolution annuel global des dépenses d'assurance maladie"*. Les remboursements de la Sécurité sociale ne pourront dépasser une certaine somme décidée à l'avance, même si une épidémie survient.

Pour boucher le trou de la Sécu, il y aurait pourtant bien des mesures évidentes à prendre. Comme par exemple cesser de faire supporter au régime des salariés des frais de formation des médecins et l'amortissement de la construction des hôpitaux.

Il y a sans nul doute aussi certaines dépenses médicales discutables, quand par exemple des examens inutiles sont facturés au prix fort par des cliniques et des laboratoires privés. On peut imaginer que dans ce domaine des économies puissent être faites sans toucher à la qualité des soins. Mais ce n'est pas cette voie qu'empruntent les prétendus syndicalistes qui gèrent la Sécurité sociale et leurs complices du gouvernement. La seule chose qui les intéresse c'est que la facture globale ne dépasse pas un certain plafond. On ne saurait avouer plus clairement que ce qui passe avant tout, c'est le fric.

Les représentants du patronat se sont félicités de l'accord. Le contraire eût été étonnant.

P.V.

Sans-logis du quai de la Gare à Paris

LE FROID ARRIVE, MAIS PAS DE SOLUTION EN VUE

La centaine de familles qui campent, par la force des choses, sur le terrain vague boueux du 133, quai de la Gare, en est toujours au même point. Il y a bien quelques discussions avec les autorités, quelques vagues promesses de trouver des places dans des foyers ou des logements provisoires, etc., mais pas de garanties d'obtenir des logements définitifs avec bail, comme le réclament les familles.

Avec le froid qui est arrivé, beaucoup de gosses (il y en a plus de 250) sont malades. Mais manifestement les autorités laissent «pourrir» la situation, en espérant que le froid, la pluie, la boue auront raison de la résistance des occupants. Seulement ceux-ci ne savent pas où aller.

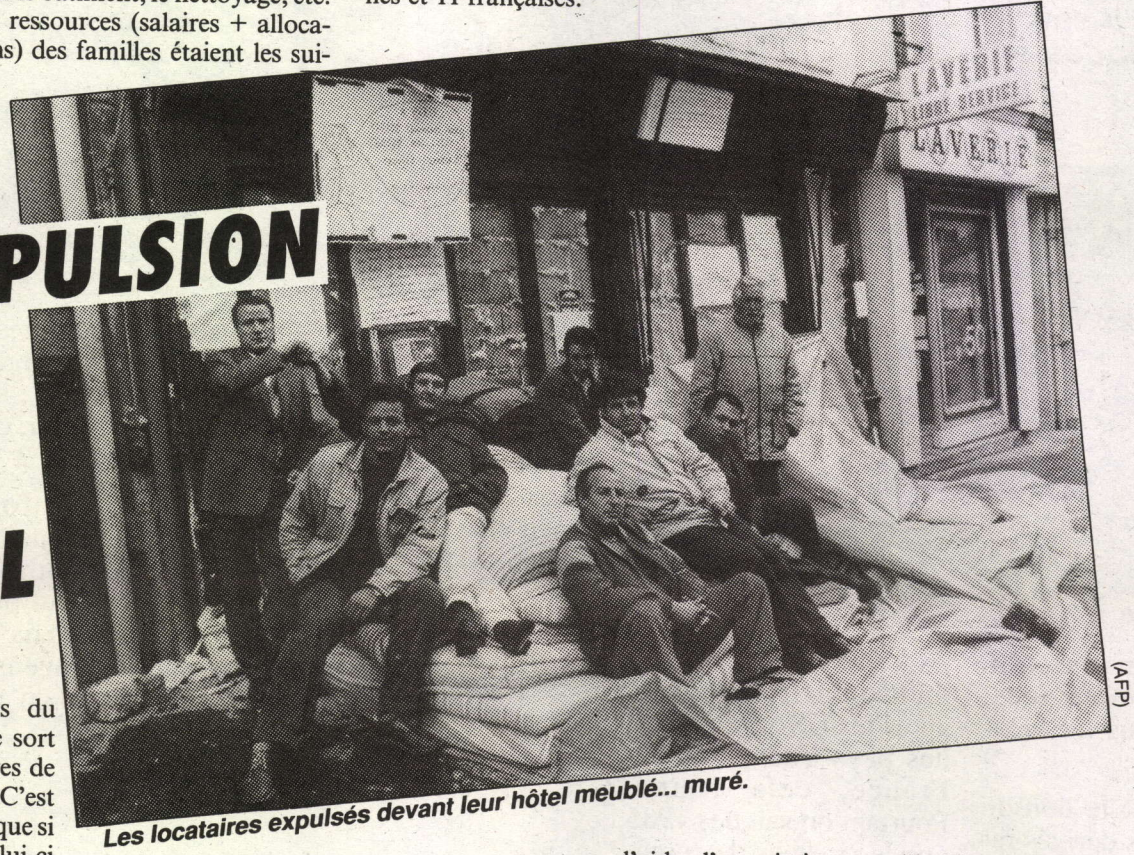
Pourtant ils ont presque toujours travail et salaire. Un recensement, effectué par un ex-cadre retraité de la Caisse d'allocations familiales et publié le 4 octobre, indiquait qu'il y avait 4 chômeurs, 2 RMIstes, 7 éboueurs (dont 6 de la Ville de Paris) et tous les autres dans le bâtiment, le nettoyage, etc. Les ressources (salaires + allocations) des familles étaient les suivantes : moins de 2 000 F par mois pour 3 familles, de 2 000 F à 5 000 F pour 10 familles, de 5 000 F à 10 000 F pour 71 familles, et plus de 10 000 F pour les 19 familles restantes. Il s'agit donc de travailleurs, pauvres évidemment, mais pas de clochards, qui ne trouvent nulle part où aller. A noter que, sur les 103 familles, il y avait 77 africaines, 15 maghrébines et 11 françaises.

Pendant que les autorités discutaillent et lanternent les sans-logis, d'autres expulsions viennent d'avoir lieu (108, rue de Montreuil) ou vont avoir lieu (Bas-Belleville en particulier) et vraisemblablement de nouveaux expulsés iront grossir les rangs des sans-logis du quai de la Gare.

Il y a une vingtaine d'années Chaban-Delmas, alors Premier ministre, s'était félicité de la disparition du dernier bidonville de la capitale, celui de Nanterre, et il exaltait ce qu'il appelait la «Nouvelle Société». Aujourd'hui on est revenu, sinon au bidonville, du moins à la «tente-ville», et il y a partout dans la capitale – et en province – des sans-abri qui dorment dans les rues. En vingt ans la «Nouvelle Société» a parcouru un sacré chemin... en arrière !

André VICTOR

DOUBLE EXPULSION À PARIS RUE DE MONTREUIL



(AFP)

Les locataires expulsés devant leur hôtel meublé... muré.

Expulsés de chez eux d'abord, puis du trottoir devant chez eux ensuite, c'est le sort que viennent de connaître trente locataires de l'hôtel meublé du 108 rue de Montreuil. C'est qu'un promoteur a racheté l'immeuble et que si le gérant de l'hôtel a bien été expulsé, celui-ci n'a pas daigné en informer ses clients. Lesquels ont d'ailleurs payé le loyer d'octobre.

Ainsi le 12 octobre (trois jours avant la date limite des expulsions à Paris !), à 6 heures du matin, la police est entrée en force dans l'immeuble et tout le monde a dû partir en quelques minutes. Pourtant certains vivaient là depuis vingt ans, et personne n'avait été informé de quoi que ce soit. Les trente émigrés maghrébins se sont donc retrouvés à la rue, valise à la main et affaires hâtivement entassées dans des sacs plastiques.

Une camionnette pleine de parpaings a servi à murer l'ex-hôtel, et les locataires abasourdis n'avaient nulle part où aller.

Pour tenter de calmer l'émotion, la mairie de Paris a quand même octroyé 1 000 F à chacun d'entre eux (une gouttelette d'eau à côté de ce que va rapporter la nouvelle construction sur ce site) et la mairie du XI[e] arrondissement leur a accordé une nuit dans un foyer d'urgence.

Finalement, le mercredi 16 au soir, les locataires sont revenus camper devant leur ancien domicile, sur le trottoir, et ils ont reçu l'aide d'associations et d'habitants du quartier.

Mais le jeudi 17 au soir les CRS ont brutalement évacué le campement, bousculant tout le monde, repoussant les gens dans les rues voisines, en blessant deux et en interpellant neuf.

Voilà donc trente expulsés de plus, grâce aux méthodes de gangsters des forces de l'ordre, et l'on voit que sur ce terrain le gouvernement socialiste et la mairie RPR de Paris se rejoignent parfaitement pour protéger les requins de l'immobilier et jeter des travailleurs à la rue.

PAS FACILE D'AVOIR SON DOMICILE A BELLEVILLE

Le quartier situé près du métro Belleville, dans le XX[e] arrondissement de Paris, est constitué d'immeubles anciens, et même très anciens, qui ne peuvent laisser insensibles les promoteurs. D'ailleurs depuis des années on construit, on rénove et... on expulse les anciens habitants, pour en mettre de plus fortunés à la place. Le député-maire du XX[e], Didier Bariani, ne cesse de s'en prendre pêle-mêle aux immigrés, aux étrangers, à la délinquance, en expliquant qu'un jour il faudra balayer tout ça, et il s'emploie donc, par le biais de la reconstruction, à renouveler la population et... à consolider son électorat.

Il arrive cependant qu'il tombe sur un os : des commerçants et des habitants concernés par le projet de rénovation du «Bas-Belleville» sont inquiets, ou pas d'accord, et lorsque le 21 octobre des engins sont arrivés pour, selon les autorités, murer un ancien atelier désaffecté, plusieurs dizaines de personnes ont tenté de s'y opposer, croyant qu'il s'agissait là du début de la démolition du secteur. Bariani est connu comme un politicien roublard, et évidemment personne ne lui fait la moindre confiance.

Les habitants du quartier ne veulent pas être expulsés. Espérons que cette fois c'est la mafia municipale qui va tomber sur un parpaing !

LUTTE OUVRIÈRE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Pelletier / Gamma

PAPON LA CONTINUITÉ

Maurice Papon, ancien préfet de police de Paris pendant la guerre d'Algérie, interviewé dimanche sur La 5 par Jean-Pierre Elkabbach à propos du massacre opéré par la police parisienne des manifestants algériens, le 17 octobre 1961, a menti une fois de plus. Il s'est même payé le luxe de protester contre *«les falsifications auxquelles donnent lieu ce drame»*.

Trente ans après, il ne peut plus tout à fait nier qu'un massacre a bel et bien eu lieu. Des photos, des livres, des témoignages, des films rapportent les faits. Et comme il est difficile tout de même de nier certains morts, Papon choisit d'accuser... le FLN. Les milliers de raflés (plus de 11 000 selon les chiffres publiés alors par la police, sur 30 000 à 40 000 manifestants) étaient selon lui soulagés, «bien contents» de se mettre ainsi «à l'abri» au stade de Coubertin ou au Palais des Sports. C'est tout juste si ceux-ci ne se seraient pas précipités (telle aurait été leur crainte du FLN) dans les bras des policiers.

Pour éhontés qu'ils soient, il ne s'agit pas des seuls exploits de Papon. Il nie tout autant en effet ses responsabilités dans la rafle des Juifs en Gironde en 1941-1942, alors qu'il était secrétaire général pour ce département et que depuis 1983 il est même inculpé pour crime contre l'humanité à ce propos. Quant au massacre de 9 manifestants à Charonne, à Paris, quelques mois après le massacre d'octobre 1961, c'est aussi à mettre à son palmarès. Mais là point n'est besoin de nier : la police n'aurait fait que son travail et Papon n'est accusé de rien. Comme dirait Guy Bedos, Papon est un de ces «partisans du droit du sang»...

Cécile BERNIER

À PROPOS DE LA MANIFESTATION DU 17 OCTOBRE 1961

Dans le numéro précédent de *Lutte Ouvrière,* nous avons consacré un article au trentième anniversaire de la sauvage répression, par la police parisienne, d'une manifestation de travailleurs algériens organisée par le FLN. Nous y avons rapporté le silence de l'époque sur le massacre qui fut perpétré ce jour-là par la police. Silence des autorités officielles, de l'Etat, des ministres, des députés, silence des grands partis politiques, silence de la presse.

Nous avons dit aussi que le plus tragique était sans doute l'indifférence (voire l'hostilité) de la population française, jusque dans les rangs de la classe ouvrière, à part quelques réactions de solidarité isolées.

Ce qu'il faut cependant dire, c'est qu'on ne peut comprendre ce qui se passait à l'époque avec les yeux d'aujourd'hui et par la lecture d'ouvrages quelque peu enclins à discréditer la classe ouvrière.

Tout d'abord, les masses populaires françaises, les travailleurs, en ces jours-là, du fait même du silence de la presse, de la radio, de la télé, n'ont rien su de cette répression, et encore moins de son ampleur ou de son caractère. Bien sûr, au fur et à mesure que le temps passait, quelques informations ont filtré peu à peu, mais sous la forme de rumeurs, absolument invérifiables pour la plupart des travailleurs.

Aujourd'hui, les caméras sont braquées en temps réel sur les infirmières arrosées, renversées ou gazées. A l'époque, rien de tout cela ! Tout ce que voyaient ou entendaient les travailleurs, c'étaient les mensonges officiels ou plus exactement le silence quasi total. Rien qui pouvait provoquer un sursaut général et collectif d'indignation. Et notons qu'en ce qui concerne les infirmières, si cela a choqué beaucoup de monde, personne n'a bougé.

Si la télévision avait montré les matraquages, les meurtres, la sauvagerie de la répression, nul ne peut dire quelles auraient été les réactions d'au moins une fraction significative de la classe ouvrière. Et de ce point de vue, il n'y a rien à reprocher à cette dernière. Les travailleurs ne sont en effet pas les mieux placés dans la société pour être informés, même si ce sont leurs camarades de travail algériens qui étaient arrêtés et qui disparaissaient de temps en temps. Toutes les autres classes de la société, y compris les intellectuels, les mieux placés pour savoir car ayant, eux, des relations avec la presse par exemple, à part une toute petite minorité, se sont lâchement tus ou abstenus.

Et puis, pour un travailleur français de l'époque, la crainte de la répression existait aussi. Aller simplement se renseigner sur la disparition d'un camarade de travail algérien vous conduisait ou risquait de vous conduire dans les locaux de la police. Rien que le fait de parler dans la rue à un Algérien pouvait vous valoir d'être interpellé. Il faut, si l'on veut comprendre cette époque, comprendre cela aussi, que personne ne dit aujourd'hui.

De plus, ceux qui auraient voulu et auraient pu être tentés de réagir n'en n'avaient ni le cadre, ni les moyens, car aucun parti n'était prêt à organiser une telle protestation.

Les grands responsables sont, bien sûr, en tête le Parti Socialiste, la SFIO qui avait mené au début la guerre d'Algérie, commencé la répression et cautionné les tortionnaires.

Le Parti Communiste, lui, a plus menti par omission, mais s'est cependant opposé à la guerre, au moins en paroles (avec des nuances du début à la fin). Il est certain qu'il aurait pu mobiliser les travailleurs plus qu'il ne l'a fait contre la répression et le racisme dont faisaient preuve les autorités et la police. Non seulement il ne l'a pas fait mais il a, par exemple, par l'intermédiaire de la CGT, préféré supprimer les manifestations du 1er mai pour éviter que le FLN n'y participe.

Mais ce qu'il faut savoir, c'est qu'une grande part de responsabilité, concernant ce qu'on appelle l'indifférence de la classe ouvrière française, repose sur un choix politique du FLN lui-même.

Le FLN n'était pas une organisation prolétarienne. C'était une organisation nationaliste bourgeoise, socialement réactionnaire. La politique de ses dirigeants a consisté entre autres à couper volontairement les travailleurs algériens des travailleurs de France. Bien sûr, la politique des organisations ouvrières françaises lui a facilité la tâche, mais le FLN n'a pas cherché à faire sauter ce verrou. La puissance numérique des travailleurs qu'il organisait le lui aurait pourtant permis, ne serait-ce qu'en colonisant, de l'intérieur ou non, la CGT et même le PCF. Or le FLN n'a même jamais fait pression publiquement sur les organisations ouvrières françaises pour les mettre au pied du mur.

Le FLN, en effet, ne menait pas une politique de classe en direction de la classe ouvrière française. Au contraire, sa politique a consisté à affirmer aux travailleurs algériens qu'ils n'avaient rien à attendre des travailleurs français, rien à attendre d'une quelconque solidarité de classe, que les solidarités de classe n'avaient ni importance, ni intérêt, que l'émancipation du «peuple» algérien était une lutte étrangère à la lutte des classes sociales et que le manœuvre algérien et le représentant de la bourgeoisie Ferhat Abbas avaient les mêmes intérêts et défendaient la même cause, tandis que le prolétaire français de Billancourt était objectivement un adversaire. Le FLN faisait même plus qu'affirmer : il assassinait aussi ceux des militants algériens qui auraient voulu mener une autre politique.

On peut dire qu'objectivement la classe ouvrière n'a pas bronché en ces journées tragiques. Mais personne ne voulait qu'elle bouge.

Cette répression fut le fait de la police et du pouvoir qui en furent les auteurs et les seuls responsables. Mais les responsables du silence de la classe ouvrière française ont comme noms Parti Socialiste, Parti Communiste et aussi FLN. C'est cela la vérité sur cette époque tragique.

Et si la classe ouvrière française paie pour certaines occasions que ses dirigeants ne lui ont pas permis de saisir, le peuple algérien paie, malheureusement, aujourd'hui, encore plus cher pour la politique du FLN.

Roger GIRARDOT

Réunion publique de Lutte Ouvrière
à NANCY
Vendredi 25 octobre
à 20 h30
Palais des Congrès
"APRES LE COUP D'ÉTAT MANQUÉ, OU VA L'URSS ?"

UNION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUES NATIONALISTES

Le 18 octobre a finalement été signé, à Moscou, un traité d'union économique entre huit des quinze Républiques qui constituaient l'URSS, il y a encore peu de temps. Quel avenir aura ce traité, quand, par qui et comment il pourra être mis en application ? Autant de questions que laissent en suspens les signataires.

GAMMA

La signature du Traité de l'Union ▲

Car tous ou pres- que se sont évertués à faire savoir par avance tout le mal qu'ils pensaient du principe même d'un tel traité et à insister sur le fait que l'union économique envisagée concernait *"des Etats indépendants"* (terme repris dans le traité), jaloux de leurs prérogatives.

La mise au point de ce traité (en discussion depuis des mois) a été plus que laborieuse. Si, lors de la phase finale des tractations, dix Républiques avaient paraphé un protocole "d'accord", quelques jours plus tard, lors de la signature définitive, deux Républiques manquaient à l'appel. Parmi celles-ci, l'Ukraine faisait ostensiblement valoir qu'elle avait mieux à faire à négocier avec le Japon, tandis que l'Azerbaïdjan expliquait que, tant qu'il serait soumis à des attaques arméniennes dans le Nargony-Karabakh, il ne pourrait signer aucun accord. Même la plus riche et la plus peuplée des Républiques, la Russie, a vu ces jours-ci ses dirigeants - pourtant tous de la mouvance eltsinienne - s'entre-déchirer à propos de ce traité : c'était à qui pourrait accuser son voisin de livrer la Russie au "pillage" des autres Républiques, jusqu'à ce qu'Eltsine vienne mettre tout le monde d'accord, en déclarant qu'il s'agissait... de *"finir de détruire le centre"* de l'Union !

Démarche contradictoire, donc, que celle de ces dirigeants de la bureaucratie des différentes Républiques de l'URSS : d'une part ils doivent sauvegarder un minimum de ce qui existe de liens économiques, et finalement politiques, historiques et humains au sein de l'URSS, car aucune région ou République ne peut se passer des autres, tandis que d'un côté ils misent sur la démagogie nationaliste, voire sur le particularisme de clocher. Opposant "leur" population à toutes les autres, ils espèrent l'amener à faire bloc derrière eux, mais cela même les expose davantage au risque d'être débordés par encore plus nationalistes qu'eux.

Dans de telles conditions, ce traité arraché à la mauvaise volonté évidente des différents clans nationaux et républicains de la bureaucratie a un avenir pour le moins incertain. S'il en a un. Mais le problème, pour ces anciens dignitaires du parti unique reconvertis au nationalisme, est que la voie qu'ils présentent à leurs peuples comme la seule issue débouche apparemment sur une impasse.

Le leader ultra-réactionnaire de la Géorgie, Gamsakhourdia, a beau multiplier les déclarations d'indépendance et de rupture avec le reste de l'URSS, la protection divine qu'il invoque à tout bout de champ ne l'a pas aidé à trouver, ailleurs qu'en URSS, des marchés pour les produits agricoles de sa République, ni de fournisseurs occidentaux prêts à lui vendre à meilleur prix tout ce que la Géorgie se procure auprès des autres Républiques soviétiques.

Les gouvernements des pays Baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), dont l'indépendance est pourtant désormais reconnue, y compris par le Kremlin, se heurtent au même problème. Du coup, les dirigeants baltes, qui avaient fait miroiter à leurs peuples la possibilité de "déboucher" sur le marché occidental et d'atteindre un niveau de vie comparable à celui de l'Europe occidentale, pourvu que l'on rompe les ponts avec le reste de l'URSS, s'ils sont virulents dans leurs discours, font preuve de plus de prudence dans leurs actes. Ainsi, lors des négociations sur le traité économique soviétique, le Premier ministre letton n'était pas le moins présent. Quant à l'Estonie, qui depuis plus de deux ans a annoncé son intention de battre monnaie, un des dirigeants de sa banque centrale déclarait au Figaro : *"Nous allons rester dans la "zone rouble" pendant encore un certain temps"*. Et, dans un reportage publié par *Le Monde*, on rapporte que, faute d'avoir trouvé des débouchés pour leurs produits et des acheteurs pour leurs entreprises à l'étranger, les pays Baltes conservent une économie étatisée dans sa quasi-totalité, avec des entreprises qui - indépendance ou pas - reconduiront en 1992, grosso modo, les contrats de commandes existants, c'est-à-dire qui avaient été définis, par le passé dans le cadre... du plan soviétique d'ensemble.

Certes, rien ne dit que ces micro-Etats baltes, avec le temps, ne trouveront pas à s'intégrer, d'une façon ou d'une autre, au marché capitaliste mondial. Rien ne dit, surtout que les déchaînements nationalistes ne finissent pas par détruire complètement ce qui reste de l'unité économique de l'URSS et ne laissent plus aux dirigeants aucun choix alternatif à celui de s'intégrer dans une économie capitaliste mondiale... qui ne veut pas ou ne peut pas les intégrer.

Les petits bourgeois des pays Baltes caressaient le rêve d'une zone franche de la Baltique, plate-forme du capitalisme dans cette région et intermédiaire entre lui et les richesses de l'URSS. Mais même cela, c'était trop demander au capitalisme. Et ceux qui se voyaient en bourgeois "compradores" de la Baltique, en attendant mieux, en sont réduits à essayer de vendre à l'Ouest leurs liens économiques, humains et culturels avec le reste de l'URSS, leur connaissance de l'économie soviétique, de ses rouages et "combines"... en espérant qu'il se trouvera des capitalistes que cela tentera.

Pierre LAFFITE

LUTTE DE CLASSE D'OCTOBRE (n° 41) EST PARUE

AU SOMMAIRE

L'URSS après le putsch

Yougoslavie
Les révolutionnaires et la dislocation de la Fédération

Madagascar
Une dictature et une opposition soumises aux diktats de l'impérialisme

Etats-Unis
Farrakhan et la Nation de l'Islam

Grande-Bretagne
L'extrême-gauche et le parti travailliste — le temps des remises en question ?

Envoi contre 12 F. en timbres.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995